



CONVENTION DE BÂLE

Distr. : générale

11 août 2017

Français

Original : anglais

**Conférence des Parties à la Convention  
de Bâle sur le contrôle des mouvements  
transfrontières de déchets dangereux  
et de leur élimination**

**Treizième réunion**

Genève, 24 avril–5 mai 2017

Point 4 a) ii) de l'ordre du jour

**Questions relatives à l'application de la Convention :  
questions stratégiques : suivi de l'Initiative de l'Indonésie  
et de la Suisse pour améliorer l'efficacité de la  
Convention de Bâle**

## **Suivi de l'Initiative de l'Indonésie et de la Suisse pour améliorer l'efficacité de la Convention de Bâle**

### **Additif**

### **Série de manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets**

### **Note du Secrétariat**

À sa treizième réunion, la Conférence des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination a adopté, dans sa décision BC-13/2 relative au suivi de l'Initiative de l'Indonésie et de la Suisse pour améliorer l'efficacité de la Convention de Bâle, la série de manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets, sur la base de la série révisée de projets de manuels pratiques présentée dans le document UNEP/CHW.13/4/Add.1. Les manuels pratiques susmentionnés ont été préparés par le groupe de travail d'experts sur la gestion écologiquement rationnelle, compte tenu des observations reçues des Parties et autres intéressés conformément aux décisions BC-12/1 et OEWG-10/2. Le texte de la version finale des manuels pratiques, tel qu'il a été adopté, est présenté en annexe à la présente note. La présente note, y compris son annexe, n'a pas été revue par les services d'édition.

## **Annexe**

### **Série de manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets**

Version finale révisée (5 mai 2017)

## **Série de manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets**

Élaboré par le groupe de  
travail d'experts sur la  
gestion écologiquement  
rationnelle

Convention  
de Bâle

## Avant-propos

Dans sa décision BC-11/1 sur le suivi de l'initiative de l'Indonésie et de la Suisse visant à améliorer l'efficacité de la Convention de Bâle, la Conférence des Parties a chargé un groupe de travail d'experts de poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de mesures sur les éléments de travail initiaux à court terme énumérés dans l'annexe II à la décision, dans la limite des ressources disponibles, et de définir un programme de travail sur les priorités supplémentaires et les principaux éléments de travail et mesures pour la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle.

Dans le paragraphe 1 de l'annexe II à la décision BC-11/1, qui renferme le mandat du groupe de travail d'experts sur la gestion écologiquement rationnelle, il est demandé, entre autres, au groupe de collecter des informations sur les normes et pratiques nationales et autres en matière de gestion écologiquement rationnelle et d'élaborer des orientations génériques pour la mise en place d'une gestion écologiquement rationnelle.

À sa première réunion en décembre 2013, le groupe de travail d'experts a décidé d'élaborer, entre ses sessions et à ses réunions successives, les manuels pratiques suivants pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets<sup>1</sup>.

- a) Terminologie employée dans les manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets (appendice I) ;
- b) Politiques et législation générales (appendice II) ;
- c) Permis, licences ou autorisations (appendice III) ;
- d) Systèmes de certification (appendice IV) ;
- e) Prévention des déchets (appendice V).

Ces manuels, qui ont été élaborés pour compléter le cadre pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets (Cadre GER)<sup>2</sup>, sont censés fournir des orientations pratiques, qui ne sont pas exhaustives, aux parties prenantes responsables d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets au niveau national. Ces parties prenantes peuvent inclure les autorités compétentes et les correspondants désignés par les Parties à la Convention de Bâle, les responsables de l'élaboration de politiques, les législateurs, les autorités chargées de veiller au respect de la loi, les exploitants d'installations de gestion des déchets et d'autres organismes intervenant dans la gestion en général, à savoir le ramassage, le transport et l'élimination, y compris le stockage, des déchets.

Les manuels ont été soumis à l'examen de la Conférence des Parties à sa douzième réunion, quand il a été décidé d'inclure une disposition prévoyant leur perfectionnement et leur mise au point définitive dans le cadre du programme de travail du groupe de travail d'experts adopté lors de cette réunion dans la décision BC-12/1 (annexe). D'autres révisions des manuels ont été soumises au Groupe de travail à composition non limitée pour examen à sa dixième réunion et ultérieurement à la Conférence des Parties pour examen et éventuelle adoption à sa treizième réunion. La Conférence des Parties a adopté la série de manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets à sa treizième réunion par la décision BC-13/2.

---

<sup>1</sup> Le groupe de travail d'experts a commencé à élaborer un sixième manuel sur les assurances et les responsabilités, mais ne l'a pas terminé. Lors de sa troisième réunion en janvier 2015, le groupe a convenu de mettre fin aux travaux sur ce manuel et d'attendre les résultats des travaux du Comité pour la mise en œuvre et le respect sur la question.

<sup>2</sup> Adopté par la décision BC-11/1 et consultable dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe) et en ligne à l'adresse suivante : <http://basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/Overview/tabid/3615/Default.aspx>.

## Appendice I

# Terminologie employée dans les manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets

Convention  
de Bâle

## I. Introduction

1. Le présent document a été préparé pour accompagner les manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets. Ces manuels sont directement liés au cadre de la Convention de Bâle<sup>1</sup> pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets.<sup>2</sup>

2. Pour mieux comprendre les termes qui figurent dans le présent manuel et la raison pour laquelle ils sont employés, il est important de comprendre le contexte juridique dans lequel ils se situent, et notamment que :

a) les déchets dangereux et autres déchets doivent être gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets ;<sup>3</sup>

b) les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets visés par la Convention de Bâle doivent être réduits à un minimum compatible avec leur gestion efficace et écologiquement rationnelle ;<sup>4</sup>

c) La production de déchets dangereux et d'autres déchets doit être réduite au minimum.<sup>5</sup>

3. De plus, dans sa décision BC-11/1 sur le suivi de l'initiative de l'Indonésie et de la Suisse visant à améliorer l'efficacité de la Convention de Bâle, la Conférence des Parties a demandé, entre autres, à un petit groupe de travail intersessions sur la clarté juridique de terminer le glossaire en vue de fournir aux Parties et autres intéressés des conseils cohérents quant à l'interprétation de certains termes employés par la Convention de Bâle. À sa douzième réunion, dans sa décision BC-12/1, la Conférence des Parties a invité le petit groupe de travail intersessions sur la clarté juridique à poursuivre ses travaux et à préparer une version révisée de ce projet de glossaire et, à sa dixième réunion, dans sa décision OEWG-10/8, le groupe de travail à composition non limitée s'est félicité des travaux entrepris par le petit groupe de travail intersessions sur la clarté juridique et a recommandé que la Conférence des Parties adopte le glossaire conçu par ce dernier (voir le document UNEP/CHW.13/4/Add.2) lors de sa treizième réunion. La Conférence des Parties a adopté le glossaire à sa treizième réunion par la décision BC-13/2. Le présent manuel a été élaboré en prenant en considération les travaux du petit groupe de travail intersessions sur la clarté juridique et ne répète pas les termes définis dans le glossaire susmentionné.

4. La terminologie incluse dans le présent manuel est censée permettre de mieux comprendre les manuels pratiques pour la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets, et ne se veulent pas une définition juridique des termes en question. Elle n'est pas censée trouver une application plus large et ne vise pas à représenter une interprétation de la Convention de Bâle.

5. Il convient de reconnaître que chaque pays peut avoir ses propres définitions de certains termes, comme par exemple « permis », « licences » ou « autorisations », dans sa législation nationale.

<sup>1</sup> Adopté par la décision BC-11/1 et consultable dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe) ainsi qu'en ligne à l'adresse suivante : <http://basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/Overview/tabid/3615/Default.aspx>.

<sup>2</sup> Le paragraphe 2 de l'article premier lu conjointement avec l'annexe II à la Convention de Bâle définit le terme « autres déchets » comme « Y46 Déchets ménagers collectés » et « Y47 Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers ».

<sup>3</sup> Aux termes du paragraphe 8 de l'article 2, par « gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ou d'autres déchets » on entend toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets. De plus, la Convention de Bâle mentionne la gestion écologiquement rationnelle dans les dispositions suivantes : Préambule ; paragraphes 2, 8 et 10 de l'article 4 ; alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 6 ; article 10.

<sup>4</sup> Alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention de Bâle.

<sup>5</sup> Alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention de Bâle.

## II. Liste d'acronymes<sup>6</sup>

BREF	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles
DEEE	Déchets d'équipements électriques et électroniques
EIE	Évaluation de l'impact sur l'environnement
EMAS	Système européen de management environnemental et d'audit
ISO	Organisation internationale de normalisation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OHSAS	Série d'évaluations de la santé et de la sécurité au travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	Polluant organique persistant
SAICM	Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques
SST	Santé et sécurité au travail

---

<sup>6</sup> Les abréviations chimiques, les codes des pays et les appellations commerciales ne sont pas inclus dans cette liste.

### III. Terminologie<sup>7</sup>

<b>Accréditation</b>	Reconnaissance officielle par un organisme indépendant, généralement un organisme d'accréditation, signifiant qu'un organisme de certification est compétent pour procéder à la certification. L'accréditation n'est pas toujours obligatoire, mais elle est un gage de confiance supplémentaire, car l'organisme « accrédité » a fait l'objet d'une vérification indépendante pour garantir qu'il se conforme aux normes internationales. Vous pourrez obtenir les coordonnées des organismes nationaux d'accréditation auprès de l'International Accreditation Forum (Forum international d'accréditation). Les organismes nationaux d'accréditation détiennent des listes d'organismes de certification ou de personnes accrédités pour chaque pays. (Voir certification)
<b>Audit de première partie/Auto-déclaration</b>	La communication d'informations à son propre sujet ou au sujet de sa société dans une déclaration officielle plutôt que de demander à une tierce personne de le faire. Par exemple, l'ISO 14001 propose l'auto-évaluation et l'auto-déclaration parmi ses choix ; les utilisateurs peuvent aussi avoir recours à une évaluation et à une certification de tierce partie. (Voir audit de deuxième partie et audit de tierce partie)
<b>Audit de seconde partie</b>	Une société certifiée fait appel à un cabinet d'audit qui n'est pas membre d'un organisme certifié indépendant pour la vérification de sa conformité à la norme. (Voir audit de première partie et audit de tierce partie).
<b>Audit de tierce partie</b>	La société certifiée fait appel à un organisme de certification indépendant (qui est accrédité par un organisme d'accréditation agréé) pour vérifier sa conformité à la norme. (Voir audit de première partie et audit de seconde partie).
<b>Autorisation</b>	Décision écrite (ou plusieurs de ces décisions) délivrée par l'autorité désignée approuvant l'exploitation d'une installation et/ou d'une activité de gestion de déchets, sous réserve de certaines conditions qui garantissent que l'installation ou l'activité respecte toutes les exigences établies. Cette définition est la même que celle des termes « licence » et « permis ».
<b>Autorité désignée</b>	L'institution responsable de l'élaboration, de l'application et du contrôle du respect d'une réglementation et/ou autre mesure. Dans certains pays, l'autorité désignée est également l'autorité compétente.
<b>Certification</b>	Assurance écrite (sous la forme d'un certificat) donnée par un organisme indépendant que le produit, service ou système en question est conforme à des exigences spécifiques. Par exemple, l'Organisation internationale de normalisation (ISO). (Voir accréditation)
<b>Courtier</b>	Toute personne qui se charge de récupérer ou d'éliminer des déchets pour le compte de quelqu'un d'autre, y compris les courtiers qui ne prennent pas physiquement possession des déchets.
<b>Cycle de vie</b>	Le cycle de vie entier, depuis l'extraction des ressources naturelles jusqu'à la gestion des déchets en passant par le traitement des matériaux, la fabrication, la commercialisation, la distribution et l'utilisation.

<sup>7</sup> Se référer à l'article 2 de la Convention de Bâle pour d'autres définitions.

<b><i>Dommages</i></b>	<p>Parmi les dommages<sup>8</sup> figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) La perte de vies humaines ou tout dommage corporel ;</li> <li>ii) La perte de tout bien ou les dommages causés à tout bien ;</li> <li>iii) La perte de revenus qui proviennent directement d'un intérêt économique fondé sur l'exploitation de l'environnement, résultant d'une atteinte à l'environnement.</li> </ul>
<b><i>Hierarchie de la gestion des déchets</i></b>	Reconnue dans la décision BC-10/2 comme la prévention, la réduction au minimum, la réutilisation, le recyclage et autre récupération y compris la récupération d'énergie, ainsi que l'élimination définitive. Ce faisant, il convient d'encourager les options de traitement qui permettent d'obtenir les meilleurs résultats globaux pour l'environnement, en prenant en compte l'approche fondée sur le cycle de vie.
<b><i>Licence</i></b>	Décision écrite (ou plusieurs de ces décisions) délivrée par l'autorité désignée approuvant l'exploitation d'une installation et/ou d'une activité de gestion de déchets, sous réserve de certaines conditions qui garantissent que l'installation ou l'activité respecte toutes les exigences établies. Cette définition est la même que celle des termes « autorisation » et « permis ».
<b><i>Normes</i></b>	Les normes existent principalement dans le but de fournir une base fiable à partir de laquelle les attentes communes concernant les caractéristiques spécifiques d'un produit, d'un service ou d'un procédé peuvent être partagées. Les normes sont devenues un outil grâce auquel l'industrie peut prouver aux responsables de l'élaboration de politiques, aux organismes de réglementation, aux clients et au grand public, son engagement envers l'adoption des meilleures pratiques. L'État peut décider de rendre ces normes obligatoires.
<b><i>Normes des systèmes de management</i></b>	Normes qui fournissent un modèle à suivre lors de la mise en place et de l'exploitation d'un système de management. Les organismes ou sociétés évaluent leur situation actuelle, se fixent des objectifs, élaborent une politique, mettent en œuvre des mesures afin de réaliser ces objectifs et évaluent ensuite les résultats. Grâce à ces informations, l'efficacité de la politique, et des mesures prises pour la mettre en œuvre, peut être continuellement examinée et améliorée. Il est à noter que toutes les normes ISO applicables aux systèmes de management sont basées sur le principe de l'amélioration continue, à savoir le modèle « Planifier-Faire-Vérifier-Agir ».
<b><i>Permis</i></b>	Décision écrite (ou plusieurs de ces décisions) délivrée par l'autorité désignée approuvant l'exploitation d'une installation et/ou d'une activité de gestion de déchets, sous réserve de certaines conditions qui garantissent que l'installation ou l'activité respecte toutes les exigences établies. Cette définition est la même que celle des termes « autorisation » et « licence ».
<b><i>Prévention</i></b>	Mesures pratiques propres à réduire la production de déchets et/ou le potentiel de risque et/ou le contenu dangereux des produits et matières avant qu'ils ne deviennent des déchets. La prévention peut inclure la prévention stricte, la réduction à la source et la réutilisation directe.

---

<sup>8</sup> Se référer à l'article 2 du Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux pour la définition complète du terme « dommages ».



<b><i>Prévention stricte</i></b>	Cela suppose la prévention de la production de déchets en éliminant la nécessité d'un produit ou d'une matière, en réduisant la quantité de substances ou d'intrants dangereux, ou en réduisant les besoins en matières et en énergie pour la fabrication, la consommation et la distribution. Cela exige également une conception des produits visant à prolonger leur durée de vie. La prévention des déchets dans ce dernier contexte prolonge la durée de vie du produit et permet de réorienter les flux de déchets.
<b><i>Réduction à la source</i></b>	Modification des procédés de fabrication afin de réduire au minimum l'utilisation de substances toxiques ou nocives et/ou de réduire au minimum la consommation de matières ou d'énergie et/ou de remplacer au maximum les matières premières primaires par des matières premières secondaires issues d'un recyclage de haute qualité.
<b><i>Réduction au minimum</i></b>	La réduction au minimum des déchets comprend la prévention stricte, la réduction à la source, la réutilisation directe, la réutilisation et le recyclage.
<b><i>Stockage</i></b>	Entreposage des déchets avant élimination sur place, ou en vue de leur déchargement pour permettre leur préparation ou leur manutention avant leur transfert en vue d'une élimination ailleurs. La législation nationale peut imposer diverses limites quant à la durée de stockage autorisée.
<b><i>Suivi</i></b>	Surveillance périodique ou continue ou analyses visant à déterminer le degré de conformité aux exigences des systèmes de management, aux exigences des procédés, ou aux exigences légales en ce qui concerne par exemple les flux de matières ou le respect des valeurs limites d'émission dans l'atmosphère ou de rejet dans les sols ou dans l'eau.
<b><i>Système de management environnemental</i></b>	Ensemble de processus et de pratiques qui permettent à une organisation de réduire ses impacts sur l'environnement et d'augmenter son efficacité opérationnelle. Toute installation de gestion des déchets devrait avoir mis en place un système de management environnemental, compte tenu de la taille de l'entreprise, du niveau de risque associé à l'activité de l'installation et d'autres facteurs liés à la mise en œuvre. Un tel système est souvent conçu pour s'intégrer dans un cycle « Planifier-Faire-Vérifier-Agir » axé sur l'amélioration continue, et de nombreux systèmes de management environnemental existants font déjà appel à cette méthode. Celle-ci contribue à faire en sorte que les problèmes environnementaux soient systématiquement repérés, maîtrisés et suivis dans le cadre des efforts menés pour répondre au besoin de renforcer l'amélioration continue. Plusieurs systèmes de management environnemental de ce genre sont déjà en place dans les pays qui sont membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : le système ISO 14001, qui est utilisé dans le monde entier, et le Système européen de management environnemental et d'audit (EMAS), propre aux pays d'Europe, dont les prescriptions sont un peu plus ambitieuses que celle du système ISO 14001. Sont également considérés comme des systèmes de management environnemental valables ceux qui sont spécialement conçus pour des situations particulières, par exemple à l'usage de secteurs industriels ou d'entreprises spécifiques.
<b><i>Traitement</i></b>	Les opérations de traitement sont énumérées à l'annexe IV à la Convention de Bâle. Ce terme est utilisé de manières différentes dans différents pays. Par exemple, dans certains pays le terme « traitement » comprend toute activité physique, chimique, biologique ou mécanique quelconque, et dans d'autres il comprend toutes les opérations de récupération et d'élimination définitive.

## Appendice II

# Politiques et législation générales

Convention  
de Bâle

## **I. Introduction**

1. Le présent manuel vise à énoncer de manière pratique ce qui devrait être mis en place pour s'assurer que les Parties disposent des informations et des outils nécessaires pour mettre en œuvre la Convention de Bâle et garantir la gestion écologiquement rationnelle des déchets au niveau national. Il s'appuie sur les informations et les orientations actuellement disponibles concernant la mise en application et le contrôle du respect de la Convention.<sup>1</sup>
2. Le présent manuel s'adresse aux responsables de l'élaboration de politiques, aux législateurs, aux correspondants et aux autorités compétentes.

## **II. Principes de politiques et démarches liés à la gestion écologiquement rationnelle**

3. Lors de la mise en place des politiques et de la législation générales en vue de la promotion d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets, les principes et les démarches suivants liés à la gestion écologiquement rationnelle doivent être pris en considération. Ils sont décrits en détail dans le cadre stratégique<sup>2</sup>, le cadre pour la gestion écologiquement rationnelle<sup>3</sup> et la déclaration de Rio<sup>4</sup>. Nous indiquons brièvement ci-après leur rapport avec la gestion écologiquement rationnelle.

### **A. Principe de précaution**

4. La démarche fondée sur ce principe veut qu'en cas de risque de dommages graves ou irréversibles à l'environnement, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.
5. Dans le contexte de la gestion écologiquement rationnelle, cela signifie que si nous avons des doutes quant aux dommages potentiels pouvant être causés à l'environnement par des activités ayant trait aux déchets, nous devons prendre les précautions nécessaires pour éviter ces dommages.

### **B. Principe de prévention**

6. Selon ce principe, des mesures pratiques doivent être prises afin de réduire la quantité de déchets produite et/ou le potentiel de risque et/ou le contenu dangereux des produits et matières avant qu'ils ne deviennent des déchets.

### **C. Consommation et production durables : principe de l'équité intergénérationnelle**

7. Selon ce principe, la génération actuelle doit faire en sorte de préserver la santé, la diversité et la productivité de l'environnement au profit des générations futures.

### **D. Principe pollueur-payeur**

8. Selon ce principe, le coût de la pollution et de la gestion des déchets doit être assumé par ceux qui causent la pollution ou produisent les déchets. Les autorités nationales doivent s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et le recours à des instruments économiques, compte tenu de l'approche selon laquelle c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu du commerce international et de l'investissement. Par exemple en favorisant la mise en place de mécanismes d'estimation, de tarification et d'incitation et en veillant à ce que le prix des produits reflète le coût véritable de la fabrication du produit et de son élimination en fin de vie.

---

<sup>1</sup> Le Manuel de mise en œuvre de la Convention de Bâle (disponible dans le document UNEP/CHW.12/9/Add.4/Rev.1 (annexe)) est l'un des outils mis au point dans le contexte de la Convention de Bâle pour l'élaboration de cadres juridiques. Il est consultable en ligne à l'adresse suivante : (<http://www.basel.int/Implementation/LegalMatters/LegalFrameworks/Tools/tabid/2750/Default.aspx>)

<sup>2</sup> Cadre stratégique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle pour la période 2012-2021 (Cadre stratégique) (disponible dans le document UNEP/CHW.10/3 (annexe)).

<sup>3</sup> Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets (Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle) (disponible dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe)).

<sup>4</sup> Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992).

**E. Participation du public au processus décisionnel**

9. Selon ce principe, les membres du public doivent avoir la possibilité de participer à la prise de décisions concernant l'environnement. Il existe différentes possibilités de participer au processus décisionnel, selon les droits accordés au public en vertu de différentes lois.

**F. Accès à l'information et à la justice**

10. Selon ce principe, les membres du public doivent jouir d'un accès approprié aux informations concernant l'environnement détenues par les autorités publiques. Un accès effectif aux procédures judiciaires et administratives, y compris les procédures de réparation et de recours, devrait être accordé.

**G. Justice environnementale**

11. L'objectif de justice environnementale est d'assurer le traitement équitable et de la participation significative de toutes les populations, quels que soient leur origine ethnique et nationale, la couleur de leur peau et leur revenu, en ce qui a trait à l'élaboration, à la mise en œuvre et au respect des lois, règlements et politiques en matière d'environnement.

**H. Principe de proximité/Réduction au minimum des mouvements transfrontières**

12. Les déchets doivent être traités ou éliminés dans un lieu aussi proche que possible de leur lieu de production. Ce principe est dérivé de :

a) l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention de Bâle, qui stipule que chaque Partie doit prendre les dispositions voulues pour assurer la mise en place d'installations adéquates d'élimination qui devront, dans la mesure du possible, être situées à l'intérieur du pays, en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets en quelque lieu qu'ils soient éliminés ;

b) l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 4, qui stipule que chaque Partie doit prendre les dispositions voulues pour veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets soient réduits à un minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle des déchets et qu'ils s'effectuent de manière à protéger la santé et l'environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter.

**I. Responsabilité de la gestion écologiquement rationnelle**

13. Selon ce principe, qui repose sur le paragraphe 10 de l'article 4 de la Convention de Bâle, la responsabilité de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets produits par un État ne peut pas être transféré à un autre État.

**J. Hiérarchie de la gestion des déchets**

14. La hiérarchie sert de cadre pour les pratiques de gestion des déchets. Les parties prenantes doivent respecter la hiérarchie de la gestion des déchets (prévention, réduction au minimum, réutilisation, recyclage, autre récupération y compris la récupération d'énergie, et élimination définitive).

15. Le cadre stratégique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle pour la période 2012-2021<sup>5</sup> reconnaît la hiérarchie de la gestion des déchets et, en appliquant cette hiérarchie, il encourage les options de traitement qui permettent d'obtenir les meilleurs résultats globaux pour l'environnement, en prenant en compte l'approche fondée sur le cycle de vie.

---

<sup>5</sup> Le cadre pour la gestion écologiquement rationnelle (section II, alinéa a) du paragraphe 3), qui est disponible dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe), reconnaît également la hiérarchie de la gestion des déchets (prévention, réduction au minimum, réutilisation, recyclage, autre récupération y compris la récupération d'énergie, et élimination définitive) comme principe directeur. Voir aussi le Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle, section IV sur les principes directeurs.

### III. Mise en place d'un cadre pour la gestion écologiquement rationnelle (juridique et politique)

16. L'importance de la mise en place de politiques et d'un cadre juridique global, compatibles avec les principes énoncés ci-dessus, a été soulignée à de nombreuses reprises en rapport avec la Convention de Bâle.<sup>6</sup>

#### A. Cadre juridique

17. Chaque Partie doit mettre en place un cadre juridique, des dispositions réglementaires et d'autres mesures, afin de remplir ses obligations au titre de la Convention de garantir la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle. De plus, chaque Partie doit désigner un correspondant et une ou plusieurs autorités compétentes.<sup>7</sup>

18. Chaque Partie doit donner un mandat adéquat et prévoir des ressources suffisantes pour permettre au correspondant et à l'autorité compétente (ou aux autorités compétentes) de s'acquitter de leurs responsabilités au titre de la Convention. Cela pourrait être prévu, par exemple, dans la législation nationale.

19. Chaque Partie doit déterminer quelle infrastructure réglementaire et quel cadre répressif sont déjà en place, et procéder également à une évaluation des capacités du pays à gérer les déchets dangereux et autres déchets compte tenu des quantités de déchets produites, afin de déterminer quels arrangements sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre de la Convention. Les indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis peuvent inclure les suivants :

- a) Existence d'instruments juridiques ou d'obligations légales se rapportant à la mise en œuvre et au respect des dispositions des instruments internationaux et/ou régionaux pertinents ;
- b) Élaboration et mise en œuvre de plans nationaux ou régionaux de promotion de l'amélioration continue au sein du secteur de la gestion des déchets ;
- c) Élaboration et mise en place de listes de contrôle permettant aux inspecteurs de mener régulièrement des inspections et des activités de contrôle du respect.

De plus amples informations sur ces indicateurs de performance se trouvent dans le Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle<sup>8</sup>

#### B. Identification des parties prenantes et engagement de leur participation

20. Il est important d'identifier à la fois des membres du public (qui apportent des connaissances et une perspective) et des groupes consultatifs techniques (qui apportent un savoir-faire) et d'engager leur participation pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre durable d'une législation nationale et d'autres mesures relatives à la gestion écologiquement rationnelle. Les groupes consultatifs techniques pourraient se composer de parties prenantes telles que la société civile, l'industrie, le monde universitaire et d'autres parties prenantes concernées. On devra envisager la consultation des parties prenantes et l'engagement de leur participation lors de l'élaboration de toute législation ou mesure de mise en œuvre, et les maintenir en permanence par la suite. Chaque Partie devra garder à l'esprit l'objectif de justice environnementale en vue du traitement équitable et de la participation significative de toutes les populations, quels que soient leur origine ethnique et nationale, leur couleur de peau et leur revenu, en ce qui a trait à l'élaboration, à la mise en œuvre et au respect des lois, règlements et politiques en matière d'environnement<sup>9</sup>.

21. Les impacts économiques et environnementaux négatifs du secteur informel de collecte et de gestion des déchets sur l'efficacité des stratégies de gestion écologiquement rationnelle peuvent être critiques. Par conséquent, lors de la mise en place d'une législation nationale et d'autres mesures relatives à la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle, l'ampleur et l'effet du secteur informel doit être compris et pris en considération. On devra élaborer des stratégies permettant d'établir des voies de communication avec le secteur informel de la gestion des déchets, et proposer

<sup>6</sup> Par exemple, le Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets, partie V, section C sur les stratégies de gestion écologiquement rationnelle.

<sup>7</sup> L'article 2 de la Convention de Bâle définit les termes « autorité compétente » et « correspondant ».

<sup>8</sup> Se reporter au Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle, partie VIII sur les indicateurs pour la vérification de la performance.

<sup>9</sup> Se reporter au Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle, annexe I sur les principes directeurs.

des mesures d'incitation économiques et autres en vue de la transformation et de la systématisation des activités de ce secteur.

## C. Synergies

22. Chaque Partie doit être consciente du fait que les déchets ne constituent qu'un des éléments qui devraient être gérés de manière holistique eu égard à la protection de la santé humaine et de l'environnement. Les mesures et les dispositions législatives visant à favoriser la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets sont étroitement liées aux initiatives visant d'autres milieux environnementaux ou les menaces pour la santé humaine et l'environnement, tant au niveau national qu'international.

23. Au niveau international, les Parties souhaiteront peut-être prendre en considération les liens avec d'autres mécanismes connexes, tels que, entre autres, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM), ainsi que la Convention de Minamata sur le mercure.

24. Comme il est mentionné ci-dessus, au niveau national, la législation et les dispositions réglementaires visant les déchets doivent être considérées de manière holistique, et mises en œuvre de concert avec la législation et les dispositions réglementaires portant sur la production de certains produits, la santé et la sécurité au travail (SST), le contrôle des substances toxiques y compris les pesticides, les plans d'urgence, l'accès du public à l'information, et/ou la législation et les dispositions réglementaires portant sur tous les autres milieux environnementaux y compris les écosystèmes marins.

## IV. Dispositions pratiques pour la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle

### A. Institutions

25. Afin de mettre en œuvre la Convention, plusieurs dispositifs institutionnels doivent être en place au sein de chaque pays Partie pour assurer une gestion écologiquement rationnelle, et notamment<sup>10</sup> :

- a) Des mécanismes/organes administratifs afin :
  - i) d'assurer la liaison avec les parties prenantes concernées et les informer ;
  - ii) de collecter et de diffuser des données ; et
  - iii) d'assurer la coordination avec le Secrétariat de la Convention de Bâle, d'autres Parties de la Convention de Bâle et d'autres parties prenantes, selon les besoins, eu égard à la communication des informations, comme par exemple les définitions nationales et les rapports.

L'autorité compétente et/ou le correspondant pourraient être établi(e)(s) dans le cadre de ces mécanismes ou organes administratifs.

- b) Des mécanismes/organes scientifiques et techniques afin :
  - i) de fournir une assistance technique aux parties prenantes ;
  - ii) d'interpréter et d'appliquer la Convention en ce qui concerne les termes, les listes et les définitions relatifs aux déchets ;
  - iii) d'administrer les permis, licences et autorisations mentionnés ci-après et décrits dans le Manuel relatif aux permis, licences ou autorisations<sup>11</sup> ;
  - iv) de délivrer les certifications ou les accréditations qui peuvent être exigées par la législation nationale ; et

<sup>10</sup> Il est reconnu que la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle est un processus évolutif qui demande du temps et que les dispositions existantes peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre et d'une installation à l'autre. Les capacités des pays les moins développés, des pays en développement et des pays à économie en transition, et les difficultés qu'ils rencontrent, doivent être prises en considération.

<sup>11</sup> Voir l'appendice III au présent document.

- v) d'effectuer périodiquement des inspections d'installations, par exemple installations d'élimination de déchets, dans le cadre de l'octroi de permis, de licences et d'autorisations.
- c) Un mécanisme/organe juridique afin :
  - i) d'élaborer la base juridique et les mandats légaux d'autres mécanismes et/ou organes ;
  - ii) de promouvoir le respect des obligations ; et
  - iii) de faire appliquer les dispositions de la Convention, les mesures nationales pertinentes et les aspects synergiques liés à la Convention, tels que la gestion des substances dangereuses y compris le mercure.

Ce mécanisme ou organe peut aussi être chargé d'offrir un recours ou d'apporter réparation.

26. Les Parties souhaiteront peut-être assurer la disponibilité d'un personnel adéquat (par exemple au sein du ministère de l'Environnement, des services de douane et des services de répression) doté de ressources suffisantes et d'un mandat approprié pour pouvoir administrer, appliquer et assurer le respect de la Convention de Bâle, de ses dispositions relatives à la gestion écologiquement rationnelle, ainsi que des lois et autres mesures de mise en œuvre connexes. Le corps judiciaire devra comprendre des professionnels qui connaissent bien les dispositions de la Convention de Bâle ainsi que la législation et les autres mesures s'y rapportant.

27. Les Parties souhaiteront peut-être aussi créer un mécanisme visant à assurer la coordination et la coopération entre les organismes chargés de la mise en œuvre de la Convention et du contrôle du respect des obligations au titre de celle-ci (par exemple, un comité de coordination faisant intervenir des représentants des ministères concernés).

## **B. Infrastructures**

28. Outre les dispositifs institutionnels et les dispositions réglementaires régissant les déchets, les Parties devraient posséder des infrastructures concrètes sur le terrain afin de pouvoir assurer une gestion écologiquement rationnelle. Celles-ci peuvent inclure les éléments suivants :

- a) Des outils adéquats (par exemple, ressources financières, logiciel/matériel informatique, capacités analytiques) permettant d'administrer, d'appliquer et d'assurer le respect de la Convention de Bâle ainsi que des lois ou autres mesures de mise en œuvre s'y rapportant ;
- b) Des laboratoires et des capacités d'analyse adéquats pour le prélèvement et l'analyse d'échantillons ;
- c) Des services de consultations en matière de santé et sécurité au travail (SST) et des hygiénistes du travail adéquatement formés (expertise professionnelle disponible à faible coût) ;
- d) La gestion des matières résiduelles en aval (par exemple, centres de traitement de déchets de POP, de déchets de métaux lourds, d'autres déchets dangereux et décharges sanitaires, etc.).

## **V. Système de contrôle des mouvements transfrontières**

29. La Convention de Bâle établit un système de contrôle qui régit les mouvements transfrontières (importations, exportations et transit) de déchets dangereux et d'autres déchets afin de garantir la gestion écologiquement rationnelle des déchets dans le cadre de la Convention. Pour de plus amples informations et conseils, veuillez vous reporter au Guide du système de contrôle<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Guide du système de contrôle : manuel d'instruction destiné à l'usage des personnes concernées par les mouvements transfrontières de déchets dangereux (consultable dans le document UNEP/CHW.12/9/Add.3/Rev.1 (annexe)).

## **VI. Éléments relatifs à la gestion écologiquement rationnelle au niveau national**

30. Le lien entre la gestion écologiquement rationnelle et la législation nationale a été souligné dans divers documents<sup>13</sup>. Outre la mise en place d'un cadre juridique et politique, et des dispositions pratiques mentionnées aux sections IV et V ci-dessus, un certain nombre d'éléments spécifiques, énoncés ci-après, doivent également être mis en place par le biais d'une législation ou d'autres mesures afin d'assurer une gestion écologiquement rationnelle en conformité avec la Convention de Bâle.

### **A. Stratégie, politiques et plans de gestion des déchets, y compris prévention et réduction au minimum des déchets**

31. Les Parties doivent favoriser la prévention et la réduction au minimum des déchets. Veuillez consulter le Manuel relatif à la prévention des déchets<sup>14</sup>.

32. Les Parties doivent élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale/interne sur les déchets ainsi que des politiques et/ou des plans de gestion qui soient compatibles avec la Convention et comprennent les éléments nécessaires à la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle. Ces stratégies, politiques et plans pourraient être associés à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une législation. Ils pourraient être réexaminés périodiquement afin de les adapter en fonction des progrès pertinents accomplis en matière de technologies et de pratiques de gestion écologiquement rationnelle.

### **B. Producteurs de déchets**

33. Les politiques et la législation doivent prévoir l'internalisation par les producteurs de déchets des coûts associés à leurs procédés et politiques de fabrication, y compris par le biais de l'intégration des éléments suivants : <sup>15</sup>

- a) Une conception et une production plus propres ou plus écologiques s'inscrivant dans des processus de conversion industrielle, si possible ;
- b) La prévention et la minimisation des déchets ;
- c) Préalablement à la production, des activités de recherche, de conception et d'innovation en matière de fabrication et de prestation de services portant en particulier sur l'évaluation des impacts en fin de vie et la conception intégrée en vue de la réutilisation, de la réparation, du démantèlement (s'il y a lieu), de la récupération et du recyclage ;
- d) L'assurance que les installations d'élimination et les transporteurs des déchets sont en règle vis-à-vis de la législation applicable et détiennent les permis, licences ou autorisations appropriés ;
- e) L'exigence pour les installations d'élimination des déchets de confirmer que ces derniers ont bien été traités de manière écologiquement rationnelle ;
- f) La divulgation d'informations sur la production et l'élimination, y compris le stockage, des déchets, ainsi que de renseignements concernant l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux, leur emploi dans les produits et déchets, les risques qu'ils présentent et leur gestion à l'intérieur et à l'extérieur de l'installation ;
- g) S'il y a lieu, une procédure de certification environnementale volontaire par une tierce partie, pouvant inclure un système de gestion de l'environnement ;
- h) Une bonne compréhension de la façon d'assurer comme il se doit l'application et le respect de la Convention de Bâle sur les mouvements transfrontières de déchets.

34. Veuillez consulter la section B de la partie VI du Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle<sup>16</sup>.

<sup>13</sup> Voir p. ex. l'objectif 2.1 du Cadre stratégique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle pour la période 2012–2021 (consultable dans le document UNEP/CHW.10/3 (annexe)).

<sup>14</sup> Se reporter à l'appendice V du présent document.

<sup>15</sup> Pour plus de précisions, se référer à la partie VI, section B, paragraphe 1 du Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle (consultable dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe)).



## C. Transporteurs de déchets

35. Par transporteur on entend toute personne qui procède au transport de déchets dangereux ou d'autres déchets<sup>17</sup>. Sont incluses les compagnies de transports « terrestre » et « maritime ». Le présent manuel porte sur le transport hors site qui entre dans le champ d'application de la Convention de Bâle. Le transport de déchets hors site comprend les expéditions de déchets du lieu où ils sont produits à destination d'un autre établissement en vue de leur élimination. Le transport hors site réglementé comprend les expéditions de déchets dangereux par avion, chemin de fer, route ou voie maritime. La réglementation visant les transporteurs ne s'applique qu'au transport hors site de déchets.

36. Tout transporteur de déchets devrait se conformer aux exigences imposées par la législation nationale et les autres mesures de mise en œuvre de la Convention de Bâle, qui doivent comprendre l'obligation de fournir les informations requises dans le document de mouvement conformément à l'annexe VB de la Convention de Bâle et à la décision VIII/18<sup>18</sup>.

37. Il se peut que les transporteurs qui acceptent des déchets d'un producteur ou d'un autre transporteur se voient dans l'obligation de stocker temporairement les déchets au cours du déroulement normal du transport. Une installation de transfert peut inclure des plateformes de transbordement, des aires de stationnement, des aires de stockage et autres aires semblables où les expéditions sont déposées durant le déroulement normal du transport. La réglementation doit spécifier une limite quant à la durée de temps qu'un transporteur peut laisser les déchets en dépôt dans une installation de transfert.

## D. Élimination des déchets

38. Pour compléter et renforcer le ou les processus d'octroi de permis, de licences ou d'autorisations, la législation et les autres mesures doivent inclure des exigences visant à garantir que les installations ou services de gestion des déchets ont prévu de mettre en place un système holistique permettant de garantir que les déchets seront gérés et éliminés d'une manière sûre et écologiquement rationnelle<sup>19</sup>.

39. Les éléments suivants doivent être pris en considération lors de l'élaboration d'une législation, de réglementations ou d'autres mesures portant sur la réglementation des installations et des parties prenantes intervenant dans la gestion écologiquement rationnelle des déchets :

### a) Capacités :

Les installations de gestion des déchets doivent prouver par le biais d'un programme d'obtention de permis, de licences ou d'autorisations qu'elles possèdent les capacités et compétences techniques voulues pour traiter de manière écologiquement rationnelle les flux de déchets identifiés comme des déchets entrant dans le champ d'application de la Convention de Bâle. Les installations doivent adopter les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales. Parmi les principaux mécanismes de contrôle figurent les mesures visant à contenir, surveiller et traiter toute émission ou tout rejet, ainsi que les dispositifs de contrôle appropriés ;

### b) Plans d'hygiène et de sécurité :

Des programmes doivent être en place afin de définir les responsabilités des membres du personnel et de veiller à ce qu'ils soient informés des bonnes pratiques de gestion et d'entretien des lieux et reçoivent une formation sur l'exploitation sûre et écologiquement rationnelle des installations de gestion des déchets. On devra également, entre autres exigences, fournir un équipement de protection individuelle ;

<sup>16</sup> Disponible dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe) et sur le site Web de la Convention de Bâle à l'adresse suivante : <http://basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/Overview/tabid/3615/Default.aspx>.

<sup>17</sup> L'article 2 de la Convention de Bâle définit le terme « transporteur ».

<sup>18</sup> Documents révisés de notification et de mouvement pour le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et instructions sur la manière de les remplir (consultables dans le document UNEP/CHW.8/5/Add.6/Rev.2 (annexe I, annexe II)).

<sup>19</sup> Diverses directives techniques ont été élaborées dans le cadre de la Convention et sont consultables sur le site Web de cette dernière à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Implementation/Publications/TechnicalGuidelines/tabid/2362/Default.aspx>.

- c) Plans d'urgence :
- i) Des programmes doivent être en place en vue de la mise en œuvre de plans de préparation aux situations d'urgence et d'intervention au cas où une urgence surviendrait dans les locaux de l'installation ou lors du transport hors site ;
  - ii) Un plan d'action doit être élaboré afin d'être en mesure d'intervenir en cas d'urgence ou d'accident. Ce plan doit assurer la fourniture d'équipements d'urgence à des endroits prédéterminés de l'installation et en indiquer l'emplacement. Ces équipements doivent inclure des extincteurs d'incendie et des équipements de protection individuelle (par exemple, vêtements spéciaux, masques de sécurité et appareils respiratoires, matériaux pour absorber les déversements, pelles), tels que requis par les procédés et les matières utilisés au sein de l'installation. Ce plan doit s'accompagner d'une formation du personnel sur la manière d'utiliser correctement l'équipement de protection individuelle et de conseils quant aux mesures d'intervention et de nettoyage en cas de déversement ;
  - iii) Le plan doit permettre de réduire immédiatement tout effet nuisible en cas d'accident. Des exercices d'entraînement doivent être effectués à intervalles réguliers afin de garantir la capacité à réagir. On devra inclure des exigences particulières concernant la manutention des déchets traités sur place ; et
  - iv) Le plan doit inclure une procédure d'information du public et de notification d'événements extraordinaires (par exemple, urgences, déversements, rejets dans l'environnement) ;
- d) Suivi :
- i) Les producteurs de déchets doivent informer régulièrement l'autorité compétente de la quantité et des caractéristiques des déchets dangereux ou autres déchets produits, exportés, importés ou en transit à travers le territoire durant l'année écoulée<sup>20</sup>. De plus, le producteur doit fournir régulièrement à l'autorité compétente des renseignements sur les mesures pertinentes qu'il a adoptées eu égard à la gestion des déchets, comme il est décrit ci-dessus. Enfin, le producteur et d'autres parties prenantes, le cas échéant, doivent fournir à l'autorité compétente des informations sur les accidents qui se sont produits lors de mouvements transfrontières et lors de l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets et sur les mesures prises pour y remédier ; et
  - ii) Le suivi donne une idée de la performance environnementale de l'installation et indique tout problème de traitement. Un système doit être mis en place pour surveiller la performance des opérations de gestion des déchets, aux fins à la fois de l'enregistrement de données et de la détection d'émissions, de rejets et d'accidents, et en vue de la prise de mesures appropriées si la performance n'est pas conforme aux objectifs. Les résultats du suivi doivent être analysés et passés en revue à intervalles réguliers afin de prendre les décisions nécessaires pour améliorer le procédé et réduire les impacts potentiels sur l'environnement et la santé humaine ;
- e) Enregistrement de données :
- Les parties prenantes intervenant dans les activités de gestion des déchets doivent élaborer et mettre en place des systèmes permettant l'enregistrement de données relatives à la performance des opérations de gestion, et faisant état entre autres des rejets, des émissions, des accidents ayant causé des dommages, ou des risques potentiels pour la santé et la sécurité des ouvriers et l'environnement ;

---

<sup>20</sup> Afin de permettre à la Partie d'établir un rapport conformément à l'article 13 de la Convention de Bâle.

## f) Fermeture définitive :

On devra avoir mis en place un plan en cas de fermeture définitive d'une installation de gestion des déchets. Cela doit inclure un plan prévoyant la dépollution des bâtiments et des sols ainsi qu'une assurance ou garantie financière que la fermeture définitive s'effectuera comme il se doit et d'une manière écologiquement rationnelle. Afin de prouver la « fermeture définitive propre » de l'installation, son propriétaire ou exploitant devra démontrer que les niveaux de contamination de l'installation par les déchets dangereux et autres déchets ne dépassent pas les limites d'exposition admissibles fixées par la réglementation du pays ;

## g) Suivi après fermeture définitive :

- i) Un suivi après fermeture définitive devrait être assuré dans les installations où s'effectue une élimination définitive des déchets. Cela concerne la période après la fermeture définitive durant laquelle les propriétaires et les exploitants mènent des activités de suivi et d'entretien afin de préserver l'intégrité du système d'élimination. La durée de cette période est normalement de 30 ans à compter de l'achèvement de la fermeture définitive de l'installation, mais peut être prolongée ou réduite par l'autorité désignée ; et
- ii) Le suivi après fermeture définitive relève de deux responsabilités principales : la surveillance des eaux souterraines et le maintien du système de confinement des déchets (par exemple, bâches, couvercles ou bouchons et revêtements).

**E. Permis, licences ou autorisations d'exploitation**

40. Pour de plus amples informations à ce sujet, veuillez consulter le Manuel relatif aux permis, licences ou autorisations<sup>21</sup>.

**F. Fourniture d'une couverture d'assurance**

41. Pour de plus amples informations sur les assurances et la couverture de la responsabilité, veuillez consulter le Manuel relatif aux assurances et à la couverture de la responsabilité<sup>22</sup>.

**G. Classification des déchets**

42. La législation doit fournir des conseils sur la classification des déchets qui soient compatibles avec les annexes I, II, III, VIII et IX de la Convention de Bâle, en incluant entre autres des renvois appropriés à celles-ci pour aider les parties prenantes, comme par exemple les producteurs de déchets, à identifier et à classer correctement leurs déchets afin d'en assurer une bonne gestion à tous les stades du processus de traitement. Au titre de la Convention, diverses dispositions permettent de déterminer les déchets qui sont visés par les procédures de contrôle de la Convention et notamment les déchets dangereux<sup>23</sup>. En vertu de la législation nationale, il appartient normalement à l'exportateur ou à toute autre personne (par exemple, le producteur) intervenant dans l'exportation des déchets de prouver, si nécessaire, que les déchets en question ne possèdent ou ne présentent aucune des caractéristiques de danger, de telle sorte qu'ils ne soient pas soumis à un contrôle au titre de la Convention.

**H. Stockage des déchets**

43. Des exigences doivent être mises en place pour veiller à ce que les déchets soient stockés comme il se doit et d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement<sup>24</sup>. Ces exigences doivent prévoir un stockage approprié dans des conteneurs, cuves, aires d'égouttage ou locaux de confinement. Les contenants de déchets dangereux devraient être fermés hermétiquement et porter la date à laquelle l'entreposage a commencé.

<sup>21</sup> Voir l'appendice III au présent document.

<sup>22</sup> Ce manuel est encore en cours d'élaboration par le groupe de travail d'experts sur la gestion écologiquement rationnelle.

<sup>23</sup> Voir la section 2.2 du Guide du système de contrôle (consultable dans le document UNEP/CHW.12/9/Add.3/Rev.1 (annexe)).

<sup>24</sup> Diverses directives techniques ont été élaborées au titre de la Convention et sont consultables sur le site Web de celle-ci à l'adresse suivante : <http://www.basel.int/Implementation/Publications/TechnicalGuidelines/tabid/2362/Default.aspx>.

## **I. Préparation aux situations d'urgence et formation du personnel**

44. Les installations qui traitent ou manipulent des déchets doivent désigner un ou plusieurs coordinateur(s) des situations d'urgence chargé(s) de tester et d'entretenir les équipements d'urgence. Un plan d'urgence doit également être élaboré, mis en place et actualisé selon les besoins, et s'accompagner de plans d'intervention et de procédures d'urgence officiels écrits en cas de déversement ou de rejet. Le personnel de l'installation devrait être formé pour apprendre comment manipuler correctement les déchets dangereux, et ceci dans le cadre d'un programme de formation reconnu.

## **J. Exigences préalables au transport**

45. Des dispositions réglementaires applicables préalablement au transport doivent être mises en place afin de garantir le transport sûr et écologiquement rationnel des déchets qui sont expédiés de leur lieu de production hors site en vue d'un traitement, d'un stockage ou d'une élimination. Si les déchets dangereux sont traités sur place, ces dispositions réglementaires ne s'appliqueront pas, bien que d'autres dispositions sortant du cadre du présent manuel puissent être applicables.

46. Les dispositions applicables préalablement au transport doivent exiger un emballage et un étiquetage appropriés. Par cela on entend un emballage convenable qui permette d'éviter les fuites de déchets, notamment de déchets dangereux, dans des conditions normales de transport comme dans des situations potentiellement dangereuses (par exemple, si un fût tombe d'un camion). L'étiquetage des déchets emballés est nécessaire pour identifier les caractéristiques des déchets dangereux et les risques associés à leur transport.

## **K. Dispositions relatives à la traçabilité**

47. On devra inclure des dispositions prévoyant le traçage des expéditions et de la réception des déchets, en prenant en compte les informations qui doivent être fournies dans le document de notification conformément à l'annexe VA et dans le document de mouvement conformément à l'annexe VB à la Convention de Bâle.

## **L. Enregistrement de données**

48. La législation et les autres mesures de mise en œuvre doivent permettre de veiller à ce que des exigences adéquates d'enregistrement de données et d'établissement de rapports soient en place pour toutes les parties prenantes intervenant dans la gestion des déchets. Cela comprend la communication aux autorités d'informations pertinentes, afin de faciliter la transmission d'informations par la Partie conformément à ses obligations en matière d'établissement de rapports nationaux.

## **M. Accès du public à l'information**

49. Les Parties doivent assurer au public un accès approprié aux informations concernant la gestion écologiquement rationnelle (par exemple, aux chiffres du gouvernement sur les installations d'élimination des déchets et les transports de déchets, aux données d'inspections, aux avis d'infraction, etc.).

## **N. Sensibilisation et éducation**

50. L'accès à l'information doit s'accompagner d'une action efficace de sensibilisation et d'éducation. Les Parties ont un important rôle à jouer sur le plan de la sensibilisation aux questions clés concernant la production et la consommation en général, ainsi que la gestion écologiquement rationnelle et les mouvements transfrontières en particulier. Les campagnes de sensibilisation qui ciblent une partie spécifique du public, de l'industrie ou de la société, sont un exemple d'activité de sensibilisation. L'intégration d'une formation sur la gestion écologiquement rationnelle dans les programmes scolaires en est un autre exemple.

## **VII. Contrôle du respect des obligations**

51. Chaque Partie est tenue de prendre les mesures juridiques, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre et faire respecter les dispositions de la Convention, y compris les mesures voulues pour prévenir et réprimer tout comportement en contravention de la Convention<sup>25</sup>. La

---

<sup>25</sup> Paragraphe 4 de l'article 4 et paragraphe 5 de l'article 9 de la Convention de Bâle. Voir aussi les Éléments d'orientation pour la détection, la prévention et la répression du trafic illicite de déchets dangereux disponibles sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante :

législation nationale doit accorder aux organismes chargés de faire respecter la loi les pouvoirs nécessaires pour leur permettre d'imposer des sanctions administratives, civiles ou pénales. Les sanctions doivent être suffisamment sévères pour avoir un effet dissuasif. Il y a lieu de prévoir des dispositions facilitant la communication, la coordination et la coopération entre les diverses autorités nationales qui peuvent avoir un rôle à jouer dans la mise en œuvre de ces dispositions, comme par exemple les agents de douane, les autorités compétentes, les procureurs, les services d'inspection de l'environnement, etc.

52. De plus, dans le cadre des efforts déployés par une Partie pour mettre en œuvre les obligations susmentionnées, la législation nationale doit inclure des dispositions prévoyant la reprise des déchets dangereux et autres déchets constituant un trafic illicite, en vertu de l'article 9 de la Convention<sup>26</sup>.

## **VIII. Établissement de rapports nationaux sur les déchets dangereux et autres déchets**

53. En vertu de la Convention de Bâle, toutes les Parties sont tenues de fournir annuellement par l'intermédiaire du Secrétariat, en remplissant un questionnaire, les informations exigées par la Convention concernant, entre autres, les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets. Ces informations sont présentées sous la forme d'un rapport national annuel, qui comprend des tableaux statistiques de données.

54. Toutes les Parties doivent procéder périodiquement à des vérifications pour s'assurer que les données disponibles qui sont communiquées dans les rapports nationaux soient de la plus haute qualité.

55. De plus amples informations et conseils sur l'établissement de rapports nationaux se trouvent sur le site Web de la Convention<sup>27</sup>.

## **IX. Mesures d'incitation**

57. Veuillez consulter le document sur les incitations du secteur privé<sup>28</sup>.

## **X. Informations/références supplémentaires**

Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets

<http://basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/Overview/tabid/3615/Default.aspx>

Cadre stratégique pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle pour la période 2012–2021

<http://www.basel.int/Implementation/StrategicFramework/Overview/tabid/3807/Default.aspx>

Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992)

<http://www.un.org/documents/ga/conf151/aconf15126-1annex1.htm>

Manuel de la Convention de Bâle sur la mise en œuvre de la Convention (qui comprend un répertoire des législations destiné au législateur)

UNEP/CHW.12/9/Add.4/Rev.1 (annexe)

Guide révisé de la Convention de Bâle sur le système de contrôle : manuel d'instruction destiné à l'usage des personnes concernées par les mouvements transfrontières de déchets dangereux

UNEP/CHW.12/9/Add.3/Rev.1 (annexe)

---

<http://www.basel.int/Implementation/Publications/GuidanceManuals/tabid/2364/Default.aspx>.

<sup>26</sup> Voir également les orientations sur la mise en œuvre de la disposition relative à la reprise en cas de trafic illicite de la Convention de Bâle (adoptées par la Conférence des Parties à sa treizième réunion par la décision BC-13/9 et consultable dans le document UNEP/CHW.13/9/Add.1/Rev.1).

<sup>27</sup> De plus amples informations sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.basel.int/Countries/NationalReporting/OverviewandMandate/tabid/2314/Default.aspx>.

<sup>28</sup> Voir le Rapport sur l'évaluation des mesures d'incitation éventuelles visant à encourager le secteur privé à investir dans la gestion écologiquement rationnelle (consultable sur le site Web de la Convention de Bâle, à l'adresse suivante :

<http://www.basel.int/Implementation/CountryLedInitiative/EnvironmentallySoundManagement/ESMToolkit/PrivateSectorIncentives/tabid/5848/Default.aspx>

Éléments d'orientation sur la détection, la prévention et la répression du trafic illicite de déchets dangereux

<http://www.basel.int/Implementation/LegalMatters/IllegalTraffic/Guidance/tabid/3423/Default.aspx>

Orientations sur la mise en œuvre de la disposition de la Convention de Bâle relative à la reprise en cas de trafic illicite

UNEP/CHW.13/9/Add.1/Rev.1

Manuel d'instructions sur l'engagement de poursuites judiciaires contre le trafic illicite de déchets dangereux ou d'autres déchets

<http://www.basel.int/Implementation/LegalMatters/IllegalTraffic/Guidance/tabid/3423/Default.aspx>

Manuel de formation de la Convention de Bâle sur le trafic illicite pour les services des douanes et les organismes d'application des lois

<http://www.basel.int/Implementation/LegalMatters/IllegalTraffic/Guidance/tabid/3423/Default.aspx>

## Appendice III

**Permis, licences ou  
autorisations**

**Convention  
de Bâle**

## **I. Introduction**

1. L'octroi par les autorités désignées de permis, de licences ou d'autorisations aux installations en vue de certaines activités est essentiel pour garantir la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets. Le présent manuel fournit des informations sur les procédures et les exigences concernant les permis, les licences et les autorisations.
2. Le présent manuel présente une vue d'ensemble de la manière d'établir des procédures et des exigences concernant l'obtention de permis, de licences ou d'autorisations par les installations pour pouvoir exercer leurs activités de gestion des déchets. Le plus important est l'intégration de ces règles générales dans la législation nationale et leur mise en œuvre pratique afin de garantir une gestion écologiquement rationnelle. Ce n'est que lorsque l'on encourage l'adoption de pratiques adéquates de gestion des déchets que les investissements nécessaires peuvent être réalisés par les installations et les autres parties prenantes en vue d'assurer l'application de pratiques de gestion écologiquement rationnelle. Par conséquent, il est de la plus grande importance de permettre aux principaux acteurs d'accéder aux informations nécessaires : le présent manuel donne un aperçu des informations nécessaires et fournit également des références.

## **II. Procédure d'octroi de permis, de licences ou d'autorisations**

3. Les installations, sites et établissements de gestion des déchets doivent détenir un permis, une licence ou toute autre autorisation (laquelle exige que l'installation fournisse certaines informations ou soit enregistrée légalement, selon le cas).
4. La législation nationale ou régionale doit clairement indiquer le processus par lequel les installations peuvent obtenir un permis, une licence ou toute autre autorisation et les autorités désignées qu'il convient de contacter à cet effet.
5. L'exploitation des installations de gestion des déchets n'est autorisée que si l'exploitant détient un permis, une licence ou toute autre autorisation renfermant des exigences et des conditions à satisfaire et se conforme à ces exigences afin de garantir la protection de l'environnement ainsi que d'éviter tout effet nocif sur la santé humaine. Les installations de gestion des déchets doivent respecter les dispositions relatives à la hiérarchie de la gestion des déchets (prévention, réduction au minimum, réutilisation, recyclage, autre récupération y compris la récupération d'énergie et élimination définitive), au transport, au stockage, à la prévention des accidents, au nettoyage des sites et à tout autre aspect, tel que spécifié sur le permis, la licence ou l'autorisation.
6. En raison des liens entre les différents permis, licences ou autorisations (concernant par exemple, les constructions, le rejet d'eaux usées ou la protection de l'environnement en général), ces procédures doivent être parfaitement coordonnées et commencer par des discussions préliminaires avec l'exploitant avant d'entamer la procédure « officielle » d'octroi de permis, de licences ou d'autorisations conformément à la législation.
7. Les frais associés à la procédure de demande et d'approbation et au suivi par les autorités désignées peuvent être couverts par une redevance que devront payer les exploitants de l'activité pour laquelle le permis, la licence ou l'autorisation a été octroyé(e).

### **A. Planification**

8. Dans l'idéal, la première étape du processus d'octroi de permis, de licence ou d'autorisation commence par le travail de planification suivant :
  - a) Les autorités désignées doivent être soumises à l'obligation d'élaborer une stratégie et un plan concernant les infrastructures nationales/régionales/locales de gestion des déchets, en fonction des capacités requises (plan de gestion des déchets) et dans le cadre de l'aménagement du territoire (y compris utilisation des sols, transport urbain et régional et planification écologique, etc.<sup>1</sup>). Ce plan devrait être actualisé à intervalles réguliers, en prenant en compte l'évolution des quantités et des types de déchets produits, de la disponibilité de technologies de gestion des déchets, de la législation mise en œuvre et de toutes autres mesures politiques connexes ;

---

<sup>1</sup> Afin de s'assurer de leur adéquation, l'implantation et la planification de l'installation doivent être évaluées en superposant l'emplacement de cette dernière sur d'autres cartes, telles que cartes routières, ferroviaires, du réseau d'adduction d'eau, des quartiers résidentiels, des services collectifs, etc.



- b) Les exploitants d'installations et prestataires de services de gestion des déchets doivent planifier leurs activités avant de déposer une demande de permis, de licence ou d'autorisation ;
- c) L'autorité désignée doit être informée très tôt, par l'exploitant, des activités qu'il a planifiées pour que la procédure d'octroi de permis, de licence ou d'autorisation puisse se dérouler en temps opportun et de manière efficace ;
- d) L'autorité désignée devrait procéder à une évaluation des mesures appropriées à prendre au cas où les activités de l'installation ne respecteraient pas les exigences.

## B. Demande

9. Le permis, la licence ou l'autorisation doit être délivré(e) à une (ou plusieurs) personne(s) morale(s) enregistrée(s) conformément aux dispositions de la législation nationale ou régionale applicable ;
10. La (ou les) personne(s) souhaitant obtenir un permis, une licence ou une autorisation doi(ven)t déposer une demande contenant les informations suivantes :
  - a) Nom de la société, siège social, adresse ;
  - b) Emplacement du site ou de l'installation/service de gestion des déchets prévu(e) ;
  - c) Type (par exemple, code de la Convention de Bâle et nom), quantité et lieu d'origine des déchets qui seront acceptés et gérés ;
  - d) Type d'activités/opérations de gestion des déchets pour lesquelles on demande un permis ;
  - e) Méthodes et technologies qui seront appliquées (l'adoption des meilleures techniques disponibles/meilleures pratiques environnementales doit être envisagée, le cas échéant) ;
  - f) Gestion des déchets résiduels en aval ;
  - g) Capacité maximum des installations ;
  - h) Technologie et autres techniques proposées en vue de la prévention ou, lorsque cela n'est pas possible, la réduction des rejets/émissions par l'installation dans chacun des milieux (air/sol/eau) ;
  - i) Indication des rejets/émissions et des flux de déchets produits auxquels on peut s'attendre (type, description, quantités et destinations) ;
  - j) Mesures prévues pour surveiller les rejets/émissions dans l'environnement ;
  - k) Mesures de sécurité et de précaution qui seront prises, selon les besoins (en précisant l'objet de ces mesures) ;
  - l) Compétences spécifiques des employés ;
  - m) Mesures et technologies prévues pour la fermeture définitive et les opérations de suivi ultérieur des sites de gestion des déchets<sup>2</sup> ;
  - n) Plans d'intervention<sup>3</sup> et d'urgence adéquats et appropriés ;
  - o) Un rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE), si besoin est ;
  - p) Un plan détaillé de gestion des déchets, si besoin est, y compris une description des éléments suivants :

---

<sup>2</sup> La nécessité de plans de fermeture définitive et d'assurance ou de garanties financières est déterminée par les lois et réglementations applicables, compte tenu du degré de risque. Les plans de fermeture définitive doivent être actualisés périodiquement et les assurances ou garanties financières doivent garantir la prise des mesures nécessaires lors de la cessation des activités afin que tout dommage environnemental puisse être évité et que le site d'exploitation puisse être remis dans un état acceptable, selon les exigences des lois et réglementations applicables.

<sup>3</sup> Par exemple, des mesures appropriées doivent être prises dans le cas où les émissions issues des activités de l'installation dépassent les limites autorisées.

- i) La ou les activités ou services de gestion des déchets qui seront assurés, y compris la manière dont les déchets seront stockés ;
- ii) Les mesures suffisantes pour assurer la sécurité et la protection de la santé au travail ;
- iii) Les plans (appropriés et adéquats) d'intervention et d'urgence ;
- iv) Le programme de formation du personnel ;
- v) Le programme de surveillance et d'établissement de rapports ;
- vi) Le plan de fermeture définitive et de suivi ultérieur ;
- vii) Les garanties financières ou assurances de responsabilité couvrant accidents, déversements, dégâts causés à l'environnement et/ou nettoyage, fermeture définitive et suivi ultérieur ;
- viii) D'autres informations conformément aux exigences de la législation nationale ou régionale.

11. La demande doit être remise à l'autorité désignée sous le format approprié conformément à la législation nationale ou régionale.

### **C. Processus d'approbation**

12. L'autorité désignée doit, entre autres :

- a) fixer des délais pour chaque étape de la procédure de demande et d'approbation. L'imposition de délais permettra de réduire le coût pour les personnes déposant une demande et d'assurer la responsabilisation et l'efficacité des autorités désignées ;
- b) décider si la demande et la documentation qui l'accompagne satisfont aux exigences réglementaires, y compris l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) et une évaluation de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles/meilleures pratiques environnementales, si la législation nationale ou régionale l'exige ;
- c) inspecter le site et discuter des points de détail avec la ou les personnes qui ont déposé la demande ;
- d) consulter les autres autorités compétentes, et le public, au besoin, afin de recueillir des faits et opinions qui pourraient contribuer à l'évaluation de la demande ;
- e) demander, si nécessaire, à la personne qui a déposé la demande de fournir des informations pertinentes supplémentaires et/ou de prendre les mesures voulues pour se conformer à la législation nationale ou régionale afin de pouvoir octroyer le permis, la licence ou l'autorisation concernant l'activité particulière de gestion des déchets ;
- f) octroyer ou refuser d'octroyer le permis, la licence ou l'autorisation conformément aux dispositions réglementaires nationales ou régionales ;
- g) s'il y a lieu, imposer des conditions spécifiques à satisfaire lors de l'exercice d'activités liées aux déchets ;
- h) avoir mis en place un processus permettant d'engager la participation du public, par exemple par le biais de réunions publiques, d'un examen par le public et de l'accord d'une période de consultation sur la demande de permis, de licence ou d'autorisation.

### **D. Modification/annulation/résiliation des permis, licences ou autorisations**

13. Un permis, une licence ou une autorisation peut être modifié(e), annulé(e) ou résilié(e) comme suit :

- a) Ils peuvent être modifiés ou complétés par l'autorité désignée si elle le juge nécessaire ;
- b) Ils peuvent être modifiés ou complétés à la demande du détenteur de ce permis, de cette licence ou de cette autorisation ;
- c) L'exploitant doit informer l'autorité désignée de tout changement prévu concernant la nature, le fonctionnement ou tout agrandissement de l'installation qui pourrait avoir des conséquences

pour l'environnement. S'il y a lieu, l'autorité désignée doit actualiser le permis, la licence ou l'autorisation ;

d) Toute modification importante d'une installation, d'un établissement ou d'un service de gestion des déchets devrait entraîner une actualisation préalable du permis, de la licence ou de l'autorisation. Dans ce cas, l'exploitant devrait déposer une demande d'amendement du permis, de la licence ou de l'autorisation ;

e) Il doit être mis fin aux activités couvertes par le permis, la licence ou l'autorisation, par exemple :

- i) après la date d'expiration du permis, de la licence ou de l'autorisation (à moins d'avoir demandé un renouvellement) ;
- ii) en cas de violations auxquelles il n'est pas remédié ;
- iii) si le détenteur du permis, de la licence ou de l'autorisation demande une résiliation.

### III. Exigences

14. La présente section fournit des exemples d'exigences qui sont généralement prises en compte en ce qui concerne la gestion écologiquement rationnelle des déchets. De nombreux pays adoptent des approches différentes lors de la mise en place d'exigences visant à déterminer ce qui constitue une gestion écologiquement rationnelle des déchets.

#### A. Exigences environnementales

15. Les exigences environnementales peuvent couvrir ce qui suit :

a) Émissions dans l'atmosphère provenant d'un traitement thermique :

- i) Seuils pour : CO<sub>2</sub>, SO<sub>x</sub>, NO<sub>x</sub>, poussières fines, HCl, HF, dioxines et furanes, substances organiques à l'état de gaz et de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT), et métaux lourds tels que mercure, plomb, arsenic et chrome ;

N.B. : des dioxines sont produites à de faibles concentrations lorsqu'une matière organique est brûlée en présence de chlore. Des furanes sont normalement produits aussi au cours de procédés thermiques.

- ii) Quantités et concentration maximum de contaminants dans les cendres ;

b) Eaux usées :

- i) Classification des eaux/liquides rejetés et des milieux récepteurs (masse d'eau, égouts, station d'épuration) ;
- ii) Seuils pour : demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), mercure, cadmium, arsenic, plomb, chrome, cuivre, nickel, zinc et cobalt ;
- iii) Conditions pour les eaux usées provenant du nettoyage des gaz de combustion ;
- iv) Seuils pour les contaminants présents dans les rejets/effluents (provenant de l'épuration des eaux usées) ainsi que dans les cendres et les scories (issues du traitement thermique) destinés à une élimination définitive ;

c) Autres (odeur, lumière, bruit, etc.) :

Exigences quant aux normes minimales en matière d'odeur, de lumière et de bruit ;

d) Décharges :

Quantités et taux de concentration des contaminants présents dans les cendres et les scories destinées à une mise en décharge définitive.

## B. Exigences en matière de santé et de sécurité au travail

16. Les exigences en matière de santé et de sécurité au travail (SST) peuvent inclure ce qui suit :

- a) Contrôle de l'hygiène et des nuisances ;
- b) Mesures suffisantes pour garantir la SST :

Les employés des installations ou des services de gestion des déchets ne doivent pas être exposés à des risques SST inacceptables liés aux composants des matières qu'ils manipulent ou aux rejets/émissions émanant de ces matières et aux équipements utilisés. Les déchets peuvent inclure des produits chimiques dangereux ou des métaux toxiques ; ils peuvent produire des rejets/émissions ou rejeter des poussières nocives. Il se peut que les employés soient contraints de manipuler de lourdes charges et d'être exposés aux vibrations et au bruit des machines. Dans certains cas, il peut aussi y avoir un risque d'incendie ou d'explosion. Par conséquent, des mesures adéquates doivent être prises pour éviter des risques SST inacceptables. Des mesures adéquates doivent être établies par la législation nationale ou régionale dans le cadre de l'octroi d'autorisations aux installations ou d'accords volontaires ;

- c) Facilitation de visites médicales périodiques pour les employés ;
- d) Facilitation d'une formation périodique pour les employés des installations de gestion des déchets :

Le personnel intervenant dans la gestion des déchets et des matières, notamment les déchets et matières dangereux, doivent avoir été adéquatement formés et être capables d'identifier et de manipuler correctement ces matières, de se servir des machines et de suivre les procédés, d'éliminer les situations à risque, de contrôler les rejets et d'appliquer des procédures de sécurité et d'urgence ;

- e) Mesures suffisantes pour garantir que des enfants ne puissent pas pénétrer dans l'enceinte de l'installation de gestion des déchets ;
- f) Il convient d'établir des comités d'audit pour les différentes questions environnementales.

17. En outre, les exploitants de toute installation de gestion de déchets doivent veiller à protéger les populations des environs de l'installation de gestion de déchets dangereux contre les polluants atmosphériques, les décharges d'eaux usées, la pollution des eaux souterraines, le bruit, etc. durant l'exploitation de l'installation. L'autorité désignée doit également veiller à maintenir un programme de surveillance car, souvent, assurer la protection de la santé et de la sécurité des populations environnantes ne fait pas partie des obligations légales directes du propriétaire ou de l'exploitant de l'installation. Des mesures devraient être prises pour empêcher que des enfants puissent accéder aux zones dangereuses de toute installation de gestion des déchets, tant durant son exploitation active qu'après sa fermeture.

## IV. Surveillance et contrôle

18. L'installation devrait avoir mis en place un plan régulièrement actualisé de surveillance, d'enregistrement de données et d'intervention en cas de rejets/émissions accidentels ou exceptionnels.

### A. Surveillance

19. L'installation devrait avoir adopté des méthodes normalisées d'échantillonnage et d'analyse afin de faciliter la surveillance de ses activités.

20. L'installation devrait avoir mis en place un programme de surveillance et d'enregistrement de données couvrant :

- a) les exigences légales pertinentes ;
- b) le respect des exigences de sécurité applicables ;
- c) la qualité des eaux souterraines, les rejets et les émissions, ainsi que toute autre exigence établie (concernant les sols, le bruit, les odeurs, etc.) ;
- d) les déchets entrants, stockés et sortants, notamment les déchets dangereux ;
- e) le type et les quantités de déchets éliminés et les méthodes d'élimination employées ;
- f) l'enregistrement de données pendant une période spécifiée.

**B. Plan d'urgence approprié et adéquat**

21. Ce plan doit inclure des situations d'urgence telles qu'accidents, incendies, explosions, conditions anormales de fonctionnement, etc. Le plan d'urgence doit être basé sur l'évaluation des risques existants et potentiels. Il doit être testé régulièrement et révisé s'il y a lieu, notamment après la survenue d'accidents ou de situations d'urgence.

**C. Relevés de données et rapports**

22. Il convient d'imposer une obligation de fournir des informations et des rapports répondant aux exigences énumérées dans la section A ci-dessus, qui traite de la surveillance : les installations et services de gestion des déchets devraient conserver des données sur la production, la collecte, le transport ou l'élimination des déchets, le type de déchets et les quantités. Ces données doivent être mises à la disposition des autorités désignées, sur demande, pendant une période spécifiée.

**D. Contrôle**

23. Périodiquement, et conformément à la législation nationale ou régionale, les autorités désignées doivent inspecter les installations ou services pour lesquels le permis, la licence ou l'autorisation a été octroyé(e) afin de vérifier la conformité des conditions de gestion des déchets avec celles qui sont stipulées dans le permis, la licence ou l'autorisation délivré(e), ainsi que le respect des exigences de la législation.

24. Des mesures de suivi en cas de non-respect doivent être élaborées et consignées par écrit. Par exemple, les mesures qui peuvent être prises comprennent l'imposition d'amendes, la fermeture temporaire et autres sanctions judiciaires et administratives.

## Appendice IV

**Systèmes de  
certification**

**Convention  
de Bâle**

## I. Introduction

1. Ces dernières années, les normes volontaires qui énoncent des critères de performance environnementale, souvent élaborées par des parties prenantes du secteur privé, des ONG et des organismes de normalisation, qui peuvent parfois faire intervenir les pouvoirs publics, sont devenues un outil grâce auquel l'industrie peut prouver aux responsables de l'élaboration de politiques, aux organismes de réglementation, aux clients et au grand public son engagement envers l'adoption des meilleures pratiques du secteur. Les gouvernements peuvent parfois décider de rendre ces normes obligatoires par le biais d'une législation.
2. La certification est un moyen de déterminer la conformité à une norme ainsi que de reconnaître et de récompenser ceux qui respectent ces normes. Les programmes de certification sont généralement fondés sur des audits indépendants réalisés par une tierce partie – par exemple un organisme d'accréditation – afin de vérifier la conformité à une norme. En vertu de la Convention de Bâle, ces systèmes de certification ont été reconnus comme des outils potentiellement utiles pour appuyer et favoriser la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle au niveau des installations.<sup>1</sup>
3. Le présent manuel fournit des orientations aux responsables de l'élaboration de politiques, aux organismes de réglementation, aux responsables d'installations, aux consommateurs et au grand public sur la manière dont les normes et certifications peuvent favoriser la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle au niveau mondial. Les questions abordées dans le manuel comprennent :
  - a) Comment utiliser les normes et la certification pour appuyer la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle ;
  - b) Normes de performance environnementale applicables à la gestion des déchets et appuyant la gestion écologiquement rationnelle ;
  - c) Assurance qualité des normes liées à la gestion des déchets et appuyant la gestion écologiquement rationnelle ;
  - d) Exemples de normes qui pourraient s'appliquer à la gestion des déchets et appuyer/favoriser la gestion écologiquement rationnelle.

## II. Normes et certification appuyant et favorisant la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle

### A. Comment utiliser les normes et la certification pour appuyer la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle

#### 1. Au niveau des installations

4. Les systèmes volontaires fournissent aux installations et services un outil leur permettant de prouver aux clients leur engagement à respecter les meilleures pratiques de l'industrie et par conséquent d'acquiescer un avantage sur le marché. Ces systèmes peuvent être adoptés progressivement par leur secteur, ce qui permet de développer et d'améliorer le processus au fil du temps. Il peut être financièrement avantageux ou bénéfique pour les entreprises de décider d'appliquer la norme avant d'être tenues de le faire. Un bon exemple nous est fourni par le marché américain du recyclage des produits électroniques où les entreprises ne sont pas tenues d'être certifiées, mais où la demande des clients, entre autres raisons, a favorisé une rapide croissance de l'utilisation de normes volontaires (ou normes de performance environnementale). Depuis 2010, plus de 530 installations américaines de recyclage des produits électroniques ont été certifiées à des normes accréditées ; elles représentent, en volume, la vaste majorité du marché américain.<sup>2</sup>
5. Les installations et services sont tenus de se conformer à toutes les exigences légales applicables à la gestion des déchets, y compris les exigences nationales et régionales. Il se peut que certains gouvernements autorisent les entreprises à utiliser les normes et certifications comme une option ou un outil prouvant leur respect de la réglementation.

<sup>1</sup> Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets : (consultable dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe)).

<sup>2</sup> Données fournies par l'ISRI (Institute of Scrap Recycling Industries Inc. – Institut des industries du recyclage de matériaux secondaires)

6. Les auditeurs sont en mesure de déterminer et de vérifier la conformité de l'installation à la norme de performance environnementale ou de gestion des déchets appuyant la gestion écologiquement rationnelle. Des audits approfondis sont généralement effectués à des intervalles réguliers (par exemple tous les trois ans). La réalisation d'inspections annuelles imprévisibles peut également permettre d'améliorer la conformité aux normes.

7. En général, les normes et systèmes de certification sont bénéfiques pour l'environnement et la santé publique, mais ils peuvent aussi présenter des avantages pour les sociétés qui les appliquent. Ceux-ci incluent, sans s'y limiter, les suivants :

- a) Une meilleure conformité aux exigences légales :
  - i) La certification fournit des mécanismes et des systèmes de gestion permettant d'assurer la conformité avec toutes les exigences légales applicables ;
  - ii) Une meilleure conformité aux exigences internationales, nationales et régionales concernant les mouvements transfrontières de déchets peut réduire le nombre de cas de trafic illicite ;
- b) La réduction de la responsabilité financière :
  - i) La certification et les audits peuvent permettre de faire en sorte que les acteurs du marché respectent les normes et, par conséquent, favoriser la gestion écologiquement rationnelle ;
  - ii) La réduction de l'exposition aux produits chimiques, des risques de déversements et de rejets, et des risques pour l'environnement et la santé publique associée à la gestion des déchets peut conduire à une réduction des primes d'assurance. ;
- c) Des avantages économiques résultant de la meilleure efficacité de l'usine :  
Économies au niveau des matières premières ; utilisation réduite de produits chimiques ; prévention et réduction au minimum de la production de flux de déchets ; prévention et réduction au minimum des coûts associés à l'élimination des déchets ; réduction des coûts associés à la responsabilité d'élimination des déchets dangereux y compris les frais de banque et d'assurance ; déclaration et traçage des déchets, manipulation des matières premières et des déchets, plus efficaces et plus rationalisés. Certains services et installations mentionnent une réduction des coûts d'exploitation de 10 % en moyenne à la suite de la mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité et de management environnemental<sup>3</sup> ;
- d) Des avantages commerciaux :  
Le renforcement de la communication sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et entre les gouvernements facilite un flux plus efficace et plus rentable des matières ;
- e) Une amélioration de la sécurité :  
L'amélioration de la sécurité des employés influe favorablement sur le moral et la productivité et permet d'améliorer la sécurité de la collectivité locale grâce à une réduction des risques pour l'environnement et la santé publique dans la localité de l'installation ;
- f) L'amélioration des relations avec les organismes de réglementation et le public :  
Reconnaissance par les organismes de réglementation et le public de l'engagement d'une installation à gérer son affaire d'une manière qui dépasse les exigences réglementaires dans son domaine d'activité principal, ainsi que sur le plan de la sécurité du personnel, et à assurer la protection de la santé humaine et de l'environnement dans l'exercice de ses activités au quotidien ;
- g) L'amélioration des relations commerciales :

---

<sup>3</sup> Données fournies par l'ISRI (Institute of Scrap Recycling Industries Inc. - Institut des industries du recyclage de matériaux secondaires)



Reconnaissance par les partenaires de la chaîne d’approvisionnement de l’engagement pris par l’installation envers la gestion écologiquement rationnelle des matières et des déchets, et de sa fiabilité en tant que source de services et d’approvisionnement de haute qualité ;

- h) La protection des actionnaires et des intérêts des parties prenantes :  
Protection des investissements de l’installation et de la valeur courante de l’entreprise grâce à une réduction/élimination du coût des perturbations (amendes pour non-conformité et/ou coûts de nettoyage à la suite d’accidents ou de situations d’urgence) et des responsabilités ;
- i) Un avantage concurrentiel sur le marché :  
Les sociétés certifiées captent une plus grande part de marché du fait que les clients recherchent des acteurs responsables.

## 2. Au niveau du gouvernement

8. Les normes de performance environnementale et les systèmes de certification qui portent sur la gestion des déchets et/ou favorisent la gestion écologiquement rationnelle peuvent être utilisés de plusieurs façons. Les gouvernements peuvent décider d’utiliser les systèmes de certification et d’audit volontaires à l’appui de certaines normes comme outil de contrôle du respect des dispositions au niveau de l’installation.<sup>4</sup> Les normes de performance environnementale applicables à la gestion des déchets ou d’autres éléments clés spécifiques de la gestion écologiquement rationnelle peuvent être appliquées volontairement, permettant au secteur privé d’assurer une surveillance en faisant appel aux organismes d’accréditation et de certification et à des cabinets d’audit indépendants. Les gouvernements peuvent décider d’utiliser les systèmes de certification comme outil de contrôle du respect des dispositions, mais doivent s’assurer que leurs exigences sont compatibles avec les obligations légales existantes et les réglementations connexes sur le commerce international et la gestion des déchets. Toutefois, de nombreux gouvernements, notamment dans les pays industrialisés, comptent toujours sur une législation prescriptive pour garantir la gestion écologiquement rationnelle au niveau des installations et, à ce jour, n’exigent pas de normes ni de certification volontaires. En fonction de la nature du secteur, les gouvernements peuvent décider d’attendre que ces normes soient assez largement adoptées dans un secteur particulier avant de les rendre juridiquement obligatoires.

9. Il n’existe pas de solution unique valable pour tous. Les responsables de l’élaboration de politiques doivent examiner l’utilisation des normes et de la certification par rapport aux besoins de leur pays ou région particulier(ère). De plus, il peut être nécessaire pour les responsables de l’élaboration de politiques de prendre en considération les besoins individuels des petites et moyennes entreprises (PME) en ce qui concerne le recours aux normes et à la certification, en raison du coût que cela représente pour elles et du fait que ce ne soit pas toujours facilement réalisable. Les gouvernements peuvent aussi envisager de subventionner le coût de la certification afin de permettre aux PME de parvenir à une gestion écologiquement rationnelle à faible coût ou envisager de faire des concessions pour permettre aux PME de confirmer leur adhésion à certains éléments de la gestion écologiquement rationnelle sans avoir à passer par une certification potentiellement coûteuse.

10. Il conviendra peut-être de prendre en considération les lois appropriées sur la gestion des déchets dangereux et autres déchets, les capacités d’intervention en cas d’urgence et les infrastructures générales pour évaluer globalement la gestion écologiquement rationnelle des déchets dans un pays.

## B. Normes de performance environnementale applicables à la gestion des déchets et appuyant la gestion écologiquement rationnelle

11. Les normes axées sur les installations qui visent à confirmer le respect des dispositions en matière de gestion des déchets peuvent prouver la gestion écologiquement rationnelle et devraient inclure les principaux critères de performance suivants :

- a) Engagement de la direction supérieure envers une approche systématique :  
Démontrer l’engagement de la direction supérieure envers l’intégration d’une approche systématique visant à assurer une gestion écologiquement rationnelle dans tous les

<sup>4</sup> Cadre pour la gestion écologiquement rationnelle (consultable dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1 (annexe)).

- aspects de l'exploitation de l'installation, qui comprend souvent un système de gestion de la santé, de la sécurité et de l'environnement ;
- b) Système de gestion de la santé, de la sécurité et de l'environnement :  
Utiliser un système de gestion de la santé, de la sécurité et de l'environnement pour planifier et surveiller les pratiques appliquées par l'installation eu égard à la santé, à la sécurité et à l'environnement. Les installations et les services peuvent décider de faire certifier séparément ce système à une norme accréditée de système de gestion<sup>5</sup> ;
  - c) Respect de la hiérarchie de la gestion des déchets (prévention, réduction au minimum, réutilisation, recyclage, autre récupération y compris récupération d'énergie, et élimination définitive) :  
Il conviendra d'inclure des politiques et procédures écrites portant sur la gestion des déchets selon la hiérarchie de la gestion des déchets ;
  - d) Confirmation du respect des exigences légales ayant trait à la gestion des déchets :  
Identifier, évaluer et confirmer la satisfaction aux exigences légales applicables, y compris, mais sans s'y limiter, à la législation et aux réglementations ; aux décrets et aux directives ; aux permis, licences et autres formes d'autorisation, comme par exemples les certificats d'agrément ; aux ordres donnés par les organismes de réglementation ; et/ou aux jugements des cours de justice et des tribunaux administratifs, notamment en ce qui concerne les rejets et les émissions dans l'atmosphère ;
  - e) Mise en œuvre de politiques et/ou directives techniques ayant trait aux non déchets :  
Les installations et les services doivent également prendre en compte les autres politiques applicables, telles que les lois et traités coutumiers ou indigènes, les protocoles, les directives techniques de la Convention de Bâle et les meilleures techniques disponibles/meilleures pratiques environnementales<sup>6</sup> ;
  - f) Contrôle sur les lieux de la gestion de la santé, de la sécurité et de l'environnement :  
Il conviendra d'inclure des pratiques et contrôles au niveau de l'installation afin de protéger la santé et la sécurité des travailleurs et des populations, et l'environnement, à la fois dans des conditions normales et dans des conditions raisonnablement prévisibles (y compris lors d'accidents ou d'interventions en cas d'urgence) ;
  - g) Évaluation, prévention et réduction au minimum des risques :  
Vérifier que l'installation a bien identifié tous les dangers et risques réels et/ou potentiels pour la santé et la sécurité des travailleurs et des populations, et pour l'environnement, qui sont associés à ses activités, produits et services. Éliminer les risques, si possible, et dans tous les cas s'efforcer de prévenir et de réduire au minimum les dangers et risques réels et/ou potentiels pour la santé et la sécurité des populations et des travailleurs, et pour l'environnement, qui sont associés aux activités, produits et services ;
  - h) Programme de surveillance, d'enregistrement et de communication d'informations :

---

<sup>5</sup> Dans le cas où des systèmes de management environnemental sont employés dans le cadre d'une approche nationale de la gestion écologiquement rationnelle, une attention particulière devrait être portée à la nécessité de fournir aux PME des systèmes de management environnemental spécialement adaptés. Quel que soit le système de management environnemental choisi, il est recommandé que le gouvernement ou les grandes sociétés mettent en place un programme visant à apporter un soutien aux PME en termes de partage de l'information et du savoir-faire.

<sup>6</sup> Consulter, par exemple, les orientations sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales disponibles sur le site Web de la Convention de Stockholm à l'adresse suivante : <http://chm.pops.int/Implementation/BATBEP/Guidelines/tabid/187/Default.aspx>, et les documents de référence de l'U.E. disponibles en ligne à l'adresse suivante : <http://eippcb.jrc.ec.europa.eu/reference/>. Voir également le manuel d'orientation de l'OCDE sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets qui fournit des informations complémentaires sur ces questions et qui est consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/env/waste/39559085.pdf>

Confirmer que l'installation enregistre et conserve des données, assure une surveillance, suit et évalue ses performances comme il se doit pour les types et quantités de déchets gérés ;

i) Assurance, plan de fermeture définitive et responsabilité financière :

Confirmer que l'installation a souscrit une assurance adéquate pour couvrir les risques et responsabilités potentiels associés à la nature et à l'importance des activités de l'installation, ainsi que des garanties légales et financières en vue de la fermeture définitive de l'installation en bonne et due forme ;

j) Sensibilisation, renforcement des compétences et formation :

Faire en sorte que les employés soient suffisamment sensibilisés à la gestion efficace des risques professionnels et qu'ils disposent des compétences nécessaires et aient reçu une formation en la matière ;

k) Mesures correctives :

Prendre des mesures adéquates visant à traiter les risques réels et/ou potentiels importants pour la santé et la sécurité des populations et des travailleurs, et pour l'environnement, et corriger les lacunes décelées au niveau de la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle ;

l) Transparence et vérification :

Établir des dispositions visant à assurer la transparence et la vérification tout au long de la mise en place des éléments susmentionnés, sous réserve de la protection adéquate des renseignements commerciaux confidentiels, ce qui peut permettre aux installations et services de rassurer le public sur le fait que l'exploitation et les activités respectent les principes de la gestion écologiquement rationnelle. Ces dispositions peuvent comprendre par exemple des audits et des inspections externes ;

m) Diligence raisonnable en aval :

On devra faire preuve d'un engagement selon lequel l'installation prendra toutes les mesures pratiques pour éviter de nuire à d'autres personnes ou à leurs biens dans le cas où elle expédierait des déchets pour traitement ultérieur ou élimination en aval. Cela peut comprendre, dans la mesure du possible, l'assurance que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets sont limités aux installations et services qui sont autorisés à éliminer ces déchets d'une manière écologiquement rationnelle.

## C. Assurance de la qualité des normes liées à la gestion des déchets et appuyant la gestion écologiquement rationnelle

### 1. Évaluation/Audit

12. Pour être valables les normes doivent être soumises à une évaluation. Elles peuvent faire l'objet d'un **audit de première partie** (auto-certification), d'un **audit de seconde partie**, pour laquelle la société certifiée fait appel à un cabinet d'audit qui vérifie sa conformité à la norme, ou d'un **audit de tierce partie**, effectuée par des organismes de certification indépendants qui sont accrédités par des organismes d'accréditation agréés pour certifier la conformité à une norme. Bien que l'auto-certification puisse constituer une approche utile, l'audit de tierce partie peut être préférable pour garantir la conformité à la norme et mieux rassurer toutes les parties prenantes.

### 2. Accréditation, certification et audits

13. La conformité aux normes censées appuyer la gestion écologiquement rationnelle peut être vérifiée ou officiellement accréditée par des organismes d'accréditation. L'accréditation est une évaluation indépendante des organismes d'évaluation de la conformité (organismes de certification) par rapport aux normes visant à garantir leur impartialité et leur compétence. Les organismes d'accréditation assurent la surveillance nécessaire des organismes de certification et leur respect des exigences en matière d'assurance qualité.<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Listes de l'International Accreditation Forum (Forum international d'accréditation) : [www.iaf.nu/](http://www.iaf.nu/)

14. Les organismes de certification doivent exercer leurs fonctions d'une manière non discriminatoire de façon à ne pas entraver ou empêcher les candidats d'y avoir accès. Ils emploient des auditeurs qualifiés afin d'assurer la conformité à la norme et sont responsables de l'octroi de certifications ; ils tiennent également à la disposition du public une liste des organismes et d'entreprises certifiés.

15. Un audit de tierce partie, indépendant, peut être d'une importance critique pour garantir la conformité de l'installation dans son ensemble à la norme choisie. Les normes de performance traitant de la gestion des déchets qui reposent sur une amélioration continue des pratiques de l'installation permettent aux auditeurs de travailler en collaboration avec les installations pour assurer le respect des exigences de la norme, notamment lorsqu'il s'agit de s'attaquer à un problème de non conformité. Des audits approfondis des installations sont généralement effectués tous les trois ans. Des visites de contrôle annuelles imprévisibles peuvent également permettre d'assurer la conformité aux normes.

### **3. Éléments généraux appuyant la gestion écologiquement rationnelle**

16. Bien que toutes les normes ne soient pas identiques, les normes utilisées pour permettre de faciliter, de favoriser, ou d'appuyer de toute autre manière, la mise en œuvre de la gestion écologiquement rationnelle au niveau des installations doivent renfermer des éléments clés semblables. Comme il existe des différences propres à chaque flux de déchets, les normes visant à gérer des flux de déchets spécifiques devraient tenir compte de tout détail particulier qui n'est pas couvert par la norme générale de performance environnementale. Par conséquent, il peut être important d'inclure des éléments, des critères ou tous autres facteurs spécifiques de gestion des déchets pour guider la gestion en bonne et due forme de ces déchets particuliers.

## **D. Exemples de normes qui pourraient s'appliquer à gestion des déchets et appuyer/favoriser la gestion écologiquement rationnelle**

17. Les exemples suivants ne sont pas spécifiquement applicables à la gestion des déchets, mais comprennent des éléments qui peuvent être adaptés afin de garantir une gestion écologiquement rationnelle des déchets.

### **1. Normes relatives aux systèmes de management<sup>8</sup>**

#### **a) ISO 14001**

18. L'ISO 14001, publiée pour la première fois en 1996 et révisée dernièrement en 2015, est une norme générique de système de management environnemental élaborée pour tout type d'organisme, petit ou grand, et tout secteur d'activité<sup>9</sup>. La norme repose sur un modèle d'amélioration continue et de respect de la conformité réglementaire conçu pour aider les organismes à : (1) réduire au minimum les impacts négatifs de leurs activités (procédés, etc.) sur l'environnement (c'est-à-dire les effets nocifs pour l'atmosphère, l'eau et les sols) ; (2) respecter les lois, dispositions réglementaires et autres exigences de protection de l'environnement qui sont applicables, et (3) de s'améliorer continuellement en ce qui concerne ce qui précède.

19. L'ISO 14001 peut être utilisée pour une certification de tierce partie. En 2013, au moins 301 647 attestations avaient été délivrées dans 171 pays, avec une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente.<sup>10</sup>

20. Cette norme internationale est a été révisée en 2015 afin de l'adapter à la structure de haut niveau qui sera commune à toutes les normes de systèmes de management. La nouvelle version de 2015 intègre certains concepts actualisés par rapport à la norme précédente, tels que l'approche du cycle de vie, la participation de la collectivité et l'évaluation des risques, et accorde une plus grande importance à la gouvernance et aux parties intéressées de l'organisme, entre autres.

<sup>8</sup> Le cadre pour la gestion écologiquement rationnelle énonce des principes directeurs (partie IV et annexe I) et des stratégies de gestion écologiquement rationnelle (partie V, section C). Ce cadre fait en outre référence à plusieurs normes et systèmes de certification (annexe II) (consultable dans le document UNEP/CHW.11/3/Add.1/Rev.1).

<sup>9</sup> De plus amples informations sur la norme ISO 14001 sont disponibles en ligne aux adresses suivantes : [http://www.iso.org/iso/home/standards/management-standards/iso14000/iso14001\\_revision.htm? =](http://www.iso.org/iso/home/standards/management-standards/iso14000/iso14001_revision.htm?=) ; et <https://committee.iso.org/sites/tc207sc1/home/projects/published/iso-14001---environmental-manage.html>.

<sup>10</sup> Enquête ISO de 2014 sur les certifications de conformité à ses normes de système de management, disponible en ligne à l'adresse suivante : [http://www.iso.org/iso/iso\\_survey\\_executive-summary.pdf](http://www.iso.org/iso/iso_survey_executive-summary.pdf).

**b) Système européen de management environnemental et d'audit (SMEA)**

21. Le SMEA est un instrument de management élaboré par la Commission européenne afin de permettre aux entreprises et autres organismes d'évaluer leurs performances environnementales<sup>11</sup>, d'en rendre compte et de les améliorer. Le SMEA est ouvert à tout type d'organisme désireux d'améliorer sa performance environnementale. Il couvre tous les secteurs économiques et de services et est applicable dans le monde entier. Les exigences de l'ISO 14001 forment partie intégrante du SMEA. Les exigences du SMEA sont plus strictes que celles de l'ISO 14001 en ce qui concerne l'amélioration de la performance, le respect des lois et les obligations de communiquer des informations.

22. Actuellement, plus de 4 500 organisations et environ 8 150 sites sont enregistrés dans le système SMEA. Parmi ceux-ci figurent de nombreuses sociétés multinationales et de plus petites entreprises, ainsi que des autorités publiques.

**c) Norme opérationnelle de l'industrie du recyclage (Recycling Industry Operating Standard - RIOS™)**

23. RIOS est la norme de système de management de l'industrie du recyclage en matière de qualité, d'environnement et de santé et sécurité. Spécialement conçue pour l'industrie du recyclage, la norme RIOS intègre les principaux éléments opérationnels qui se trouvent dans d'autres normes, telles que l'ISO 9001 (qualité), l'ISO 14001 (environnement) et l'OHSAS 18001 (santé et sécurité), les rassemblant un seul et même système de management rationalisé. Il existe actuellement 101 installations certifiées RIOS. La norme RIOS est accréditée par ANAB (Conseil national d'accréditation ANSI-ASQ) et exige un audit de tierce partie indépendant pour l'obtention de la certification.

**2. Normes de performance environnementale accréditées volontaires portant sur des déchets/flux de matières spécifiques**

24. Ci-dessous figurent plusieurs exemples de normes accréditées qui incorporent les éléments clés de la gestion écologiquement rationnelle pour le flux de déchets cible. Ces normes peuvent aider les installations, où qu'elles se trouvent dans le monde, à prouver leur conformité aux éléments clés de la gestion écologiquement rationnelle.

**a) R2:2013, Recyclage responsable (Responsible Recycling - R2™)**

25. La norme de recyclage responsable (R2) pour les recycleurs d'appareils électroniques se compose d'un ensemble de directives conçues spécialement à l'intention des recycleurs d'appareils électroniques en vue de favoriser l'adoption des meilleures pratiques en matière de protection de l'environnement, de santé, de sécurité et de sûreté lors du recyclage de déchets de produits électroniques. Actuellement, 521 installations de 14 pays différents sont certifiées R2. Cette norme est accréditée par ANAB (Conseil national d'accréditation ANSI-ASQ) et exige pour l'octroi de la certification la réalisation d'un audit de tierce partie indépendant prouvant la conformité à la norme.

**b) Electronics Product Stewardship Canada (EPSC) Recycling Standard (Norme de recyclage des produits électroniques)**

26. Tous les recycleurs de produits électroniques souhaitant exercer leurs activités dans le cadre des programmes de l'Association pour le recyclage des produits électroniques (ARPE) financés par le secteur au Canada doivent être vérifiés et approuvés par le Bureau de la qualification des recycleurs pour satisfaire aux exigences de la norme EPSC de recyclage des produits électroniques. La certification selon la norme internationalement reconnue de recyclage responsable (R2) de Sustainable Electronics Recycling International (SERI) pour les recycleurs de produits électroniques est une condition préalable à la certification selon la norme EPSC de recyclage des produits électroniques, outre le respect d'autres exigences spécifiques au Canada. La certification selon la norme R2 de SERI est obtenue à l'issue d'un audit de tierce partie. Le Bureau de la qualification des recycleurs ([www.rqp.ca](http://www.rqp.ca)) tient une liste de recycleurs approuvés qui sont autorisés à recevoir du matériel de l'ARPE. L'Association pour le recyclage des produits électroniques est l'organisme sans but lucratif dirigé par l'industrie qui met en œuvre des programmes de recyclage réglementés sur l'ensemble du Canada afin de veiller à ce que les déchets électroniques soient éliminés d'une manière sûre et écologiquement rationnelle, et en toute sécurité.

<sup>11</sup> De plus amples informations sur le SMEA sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/environment/emas/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/emas/index_en.htm).

**c) e-Stewards®**

27. La norme e-Stewards est destinée à l'usage des entreprises exerçant des activités de recyclage, de traitement, de gestion et de remise à neuf d'équipements électroniques. Elle incorpore les définitions et les exigences de la Convention de Bâle, y compris le « Ban Amendment » de Bâle et exige également que les entreprises soient certifiées ISO 14001. La norme e-Stewards exige que l'entreprise tout entière et toutes ses installations soient certifiées, et pas seulement certaines installations particulières.

28. Cette norme est un exemple du soutien apporté par les ONG et les acteurs non étatiques à l'utilisation de normes volontaires de performance environnementale en participant et en contribuant à leur élaboration et en aidant à maintenir la qualité grâce à l'apport d'une assistance en matière de mise en œuvre au niveau des installations.

**d) WEEELABEX**

29. Les normes WEEELABEX (Label d'excellence pour les déchets d'équipements électriques et électroniques) ont été élaborées par le WEEE Forum (association européenne d'organisations de collecte et de valorisation des DEEE) en coopération avec les parties prenantes de la communauté des producteurs et de l'industrie de transformation et introduites en avril 2011. Elles comprennent des normes sur la collecte, la logistique et le traitement des DEEE ainsi que des procédures de suivi afin de garantir une vérification harmonisée de la conformité dans les États membres de l'UE et de l'Association européenne de libre-échange (EFTA). Elles sont conformes aux exigences législatives de la directive de l'UE sur les DEEE <sup>12</sup>.

30. Ces normes exigent la mise en place d'un système de management aux fins de la protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité et que celui-ci porte sur les exigences à satisfaire par toutes les activités de traitement, y compris la préparation en vue d'une réutilisation, la manipulation, le tri, le stockage et le traitement des DEEE (y compris le traitement complet des fractions dangereuses). Lors de l'élaboration des normes, les meilleures techniques disponibles pour le traitement et le recyclage des déchets établies dans les documents de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF) ont été prises en considération. Les normes incluent en outre des exigences concernant certains types particuliers de DEEE, tels que les équipements d'échange thermique, les dispositifs d'affichage à tube cathodique, les écrans plats, les lampes et autres.

31. Les audits de « vérification de conformité » sont effectués par des auditeurs formés par la WEEELABEX Organization, qui a été créée pour aider à mettre en œuvre ces normes dans toute l'Europe. La WEEELABEX Organization exige une vérification de conformité de tierce partie (et non une certification). Une vérification de seconde partie est également autorisée, mais uniquement pour une période transitoire. Les installations vérifiées au titre de la norme se distinguent par un identifiant visuel (marque ou label de qualité) octroyé par la WEEELABEX Organization.

**e) Normes européennes pour le traitement des DEEE**

32. En application de la directive européenne sur les DEEE (2012/19/UE), la Commission européenne a demandé aux organismes européens de normalisation (ESO) d'élaborer des normes pour le traitement des DEEE (y compris la valorisation, le recyclage et la préparation en vue du réemploi<sup>13</sup>. Ces normes sont en cours d'élaboration par le Comité européen de normalisation électronique (CENELEC), au sein du groupe de travail 6 de sa commission d'étude CLC/TC111X (Environnement).

33. En exécution de ce mandat, le CENELEC a publié en mars 2014 la norme EN 50625-1 (Exigences de collecte, logistique et traitement pour les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) – Partie 1 : exigences générales du traitement). Cette norme comprend les exigences générales applicables au traitement de tous les types de DEEE. Ces exigences générales seront appuyées par d'autres normes couvrant les exigences particulières du traitement des lampes, des écrans plats, des tubes cathodiques (TRC), des panneaux photovoltaïques et d'autres équipements

---

<sup>12</sup> Directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32012L0019>.

<sup>13</sup> CE DG ENV, Mandat adressé aux organismes européens de normalisation pour l'élaboration de normes dans le domaine des DEEE (Directive 2012/19/UE (DEEE)), 24 janvier 2013, réf. M/518 FR, consultable en ligne à l'adresse suivante : (<http://ec.europa.eu/environment/waste/weee/pdf/m518%20FR.pdf>)

contenant des fluorocarbures volatiles ou des hydrocarbures volatiles. Notamment, les normes qui seront élaborées sont les suivantes :

- a) EN 50625-2-1 : Exigences de collecte, logistique et traitement pour les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) - Partie 2-1 : exigences de traitement des lampes ;
- b) EN 50625-2-2 : Exigences de collecte, logistique et traitement pour les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) - Partie 2-2 : exigences de traitement des DEEE contenant des TRC et des écrans plats ;
- c) EN 50625-2-3 : Exigences de collecte, logistique et traitement pour les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) - Partie 2-3 : exigences de traitement pour les DEEE contenant des fluorocarbures volatiles ou hydrocarbures volatiles ;
- d) EN 50625-2-4 : Exigences de collecte, logistique et traitement pour les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) - Partie 2-4 : exigences de traitement pour les panneaux photovoltaïques.

34. Selon les normes, les installations de traitement doivent être certifiées par un organisme accrédité d'évaluation de la conformité à la suite d'un audit. L'organisme d'évaluation de la conformité sera accrédité par un organisme européen d'accréditation conformément au règlement européen (CE) n° 765/2008. Les installations certifiées détiennent un certificat de conformité à la(aux) norme(s) spécifique(s).

### III. Informations/Références complémentaires

#### Normes accréditées de systèmes de management :

Normes ISO

[www.iso.org/iso/home.html](http://www.iso.org/iso/home.html)

Norme ISO 14001

<https://www.iso.org/iso-14001-environmental-management.html>

British Standards Institution, OHSAS 18001 Occupational Health and Safety Management

<http://www.bsigroup.com/en-GB/ohsas-18001-occupational-health-and-safety/>

Système de management environnemental et d'audit (SMEA) de l'Union européenne

[http://ec.europa.eu/environment/emas/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/emas/index_en.htm).

Recycling Industry Operating Standard (RIOS)

<http://www.certifymercycling.org>

#### Systèmes accrédités de certification de gestion écologiquement rationnelle :

Programmes de certification pour les recycleurs de produits électroniques

<http://www.epa.gov/wastes/conservation/materials/ecycling/certification.htm>

« R2 » *Responsible Recycling Practices for use in Accredited Certification Programs* (Pratiques de recyclage responsable à utiliser dans le cadre de programmes de certification accrédités), norme accréditée administrée par R2Solutions

[www.r2solutions.org/](http://www.r2solutions.org/)

Electronic Product Stewardship Canada Recycling Standard (Norme canadienne de recyclage des produits électroniques)

[http://www.epsc.ca/index.php?option=com\\_content&view=article&id=14&Itemid=24&lang=en](http://www.epsc.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=14&Itemid=24&lang=en)

Norme e-Stewards de recyclage responsable et de réemploi des équipements électroniques

<http://e-stewards.org/certification-overview/>

WEEELABEX

<http://www.weelabex.org/>

Mandat adressé aux organismes européens de normalisation (ESO) pour l'élaboration de normes dans le domaine des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (Directive 2012/19/UE (DEEE)), 24 janvier 2013, réf. M/518 FR

<http://ec.europa.eu/environment/waste/weee/pdf/m518%20FR.pdf>

## Appendice V

# Prévention des déchets

Convention  
de Bâle



## I. Introduction

1. Le présent manuel fournit aux parties prenantes des orientations générales sur les principes et les stratégies, ainsi que les mesures et outils éventuels, de prévention des déchets. Il donne des exemples et fait référence aux informations existantes et à l'expérience déjà acquise.
2. Le présent manuel s'adresse à tous les groupes de parties prenantes, et tout particulièrement aux autorités gouvernementales qui travaillent sur des stratégies et plans nationaux ayant trait à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autres déchets, mais aussi aux producteurs commerciaux et privés de déchets intéressés par les mesures visant à réduire les quantités produites et/ou le potentiel de risque des déchets. Le secteur privé est également un partenaire et une partie prenante clé en ce qui concerne les stratégies de prévention des déchets.

## II. Rôle de la prévention des déchets

3. La prévention des déchets englobe les mesures pratiques qui réduisent la quantité de déchets produits et/ou le potentiel de risque posé par les produits et les matières et/ou leur contenu dangereux *avant* qu'ils ne deviennent des déchets.
4. La prévention des déchets (à savoir la prévention stricte, la réduction à la source et la réutilisation directe), bien qu'elle fasse partie de la réduction au minimum des déchets (qui couvre aussi la réutilisation et le recyclage), est fondamentalement différente de toutes les autres activités comprises dans la hiérarchie de la gestion des déchets car elle est mise en œuvre *avant* que les produits ou matières ne deviennent des déchets. Les mesures de prévention des déchets interviennent avant la gestion des déchets, dans le cadre de stratégies et d'actions visant à favoriser, voire même à prescrire, une production, un commerce et une consommation écologiquement rationnels. Alors que certaines parties prenantes définissent parfois leurs hiérarchies respectives de la gestion des déchets de manières légèrement différentes, le présent manuel fait référence au concept général de hiérarchie de la gestion des déchets, comme suit : prévention, réduction au minimum, réutilisation, recyclage, autre récupération y compris la récupération d'énergie et élimination définitive (voir la définition dans l'appendice I au présent document).
5. La prévention des déchets constitue la priorité la plus urgente de la hiérarchie de la gestion des déchets. Les mesures de prévention des déchets qui figurent en tête de la hiérarchie de la gestion des déchets sont ainsi placées, premièrement, parce qu'elles éliminent la nécessité de recyclage, de récupération d'énergie ou d'élimination, et deuxièmement, parce qu'elles évitent ou réduisent l'extraction de matières premières de la nature (protection des ressources). La prévention des déchets réoriente la politique de gestion d'une approche purement axée sur la fin de vie, visant à réduire la pollution et à adopter les meilleures pratiques en matière de récupération et de recyclage, vers une gestion durable des matières, visant à éviter l'épuisement des ressources naturelles, la pollution et la consommation d'énergie.
6. La prévention des déchets peut faire intervenir les stratégies suivantes :
  - a) *Une prévention stricte* c'est-à-dire la prévention de la production de déchets en éliminant la nécessité d'un produit ou d'une matière ou en réduisant l'emploi de substances et d'intrants dangereux, ou encore en réduisant la consommation d'énergie et de matières liée à la production, à la consommation et de la distribution.<sup>1</sup> Une prévention stricte exige également que les produits soient conçus de manière à leur assurer une plus longue durée de vie. La prévention des déchets dans ce dernier contexte prolonge la vie des produits et agit en tant que moyen de réorientation des flux de déchets ;
  - b) *Une réduction à la source*, qui suppose la modification des procédés de fabrication afin de minimiser l'emploi de substances toxiques ou dangereuses et/ou de réduire au minimum la consommation de matières ou d'énergie et/ou de remplacer au maximum les matières premières primaires par des matières premières secondaires provenant d'un recyclage de haute qualité.<sup>2</sup> La prévention des déchets dans ce contexte réduit ou élimine les déchets et la pollution à la source grâce à la modification des procédés ;

<sup>1</sup> Prévention stratégique des déchets, Manuel de référence de l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE) (consultable dans le document ENV/EPOC/PPC(2000)5/FINAL).

<sup>2</sup> Ibid.

c) *Une réutilisation directe*, qui consiste à réemployer un produit, un objet ou une substance qui n'est pas un déchet aux fins auxquelles il ou elle a été conçu(e) au départ, sans la nécessité de le réparer ou de le remettre à neuf<sup>3</sup> ;

7. Lorsque la prévention des déchets est appliquée au niveau du secteur industriel plutôt qu'au niveau du consommateur ou des ménages, on parle de *production propre* ou *plus propre*.

#### A. Prévention des déchets dans le contexte de la Convention de Bâle

8. La prévention des déchets est mentionnée dans le troisième alinéa du préambule de la Convention de Bâle, qui affirme que « la manière la plus efficace de protéger la santé humaine et l'environnement des dangers que représentent ces déchets dangereux consiste à réduire leur production au minimum du point de vue de la quantité et/ou du danger potentiel ».

9. Dans l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention, la prévention des déchets est incluse comme une obligation pour les Parties de « veiller à ce que la production de déchets dangereux et d'autres déchets à l'intérieur du pays soit réduite au minimum, compte tenu des considérations sociales, technologiques et économiques ». Bon nombre des documents d'orientation publiés par la Convention de Bâle ont mentionné la prévention des déchets comme un aspect essentiel et un concept pertinent à prendre en compte lors de l'élaboration de directives techniques, mais ils n'ont jamais incorporé aucune orientation globale sur les stratégies, outils ou mesures de prévention des déchets.

10. Plus récemment, la Déclaration de Carthagène sur la prévention, la minimisation et la récupération des déchets dangereux et autres déchets (2011) a noté « que la prévention et la minimisation des déchets dangereux à la source constituent un stade critique de la hiérarchie de gestion des déchets »<sup>4</sup>.

### III. Stratégies et outils

11. Les déchets proviennent d'activités industrielles, commerciales et de consommation menées tout au long du cycle de vie des matières et des produits. Par conséquent, toute stratégie concluante de prévention des déchets devra cibler toutes les parties prenantes concernées à tous les stades de vie d'une matière<sup>5</sup> ou d'un produit afin réaliser effectivement les objectifs de prévention des déchets.

12. Il existe trois approches essentielles qui ont été largement utilisées pour prévenir la production de déchets issus d'activités industrielles, commerciales et de consommation, à savoir : éducation, motivation et législation. Celles-ci peuvent fonctionner ensemble et donnent souvent les meilleurs résultats lorsqu'elles sont intégrées dans une approche globale qui *éduque, motive et prescrit* des mesures de prévention :

a) Éduquer au changement par le biais de campagnes de sensibilisation du public visant à encourager un changement de comportement ;

b) Motiver en faveur du changement par le biais de mesures qui incitent au changement ou dissuadent de maintenir le statu quo ;

c) Prescrire un changement par l'adoption de dispositions réglementaires ;

d) Promouvoir l'innovation.

13. Ces stratégies peuvent toutes les quatre être employées à divers stades du cycle de vie des matières et des produits afin de favoriser la prévention des déchets par le biais de mesures de prévention stricte, de réduction à la source et de réutilisation directe.

#### A. Stratégie d'information, d'éducation et de sensibilisation

14. La sensibilisation du grand public et du monde de l'entreprise est fondamentale pour changer le comportement et instaurer de nouvelles attitudes et habitudes quant à la manière dont les populations consomment les ressources et produisent des déchets. Le partage d'informations pratiques et d'outils d'orientation sur la manière dont les particuliers et les entreprises peuvent prévenir et réduire la production de déchets dans leur vie de tous les jours, constitue une première étape critique.

<sup>3</sup> Cette définition provient du glossaire, élaboré par le petit groupe de travail intersessions sur la clarté juridique (consultable dans le document UNEP/CHW.13/4/Add.2).

<sup>4</sup> Déclaration de Carthagène sur la prévention, la minimisation et la récupération des déchets dangereux et autres déchets (2011) (consultable dans le document UNEP/CHW.10/28 (annexe IV)).

<sup>5</sup> Aux fins du présent manuel, une matière peut être définie comme toute substance ou tout objet.

- a) Stratégies de sensibilisation du public :
- i) Les stratégies de sensibilisation du public employées par les gouvernements, les ONG, l'industrie et d'autres parties prenantes ont été largement efficaces du point de vue du transfert de connaissances sur les avantages au niveau du cycle de vie, de l'environnement et autres. Les campagnes d'information sur la manière de prolonger l'utilisation d'un produit en optant pour des produits durables de préférence à des produits jetables, tels que bouteilles d'eau, tasses à thé ou à café ou sacs à provision réutilisables, n'en sont qu'un exemple. Ces campagnes d'information sont un excellent exemple montrant que les activités de sensibilisation menées au cours des dix dernières années ont conduit à une transformation au niveau des attitudes et des comportements et à l'abandon progressif des sacs ou conteneurs à usage unique. La politique adoptée par certains établissements scolaires de fournir de l'eau potable à leurs élèves et de les inciter à ne pas apporter à l'école de boissons conditionnées, en est un autre exemple ;
  - ii) L'étiquetage écologique constitue un autre exemple important d'outils de sensibilisation du public. Les étiquettes écologiques aident les consommateurs à identifier les produits préférables du point de vue environnemental grâce à des programmes d'étiquetage volontaire. Les étiquettes affichant une utilisation réduite d'intrants toxiques ou dangereux dans les produits, comme par exemple celles des produits sans plomb, des détergents sans phosphate et des ampoules ou thermomètres sans mercure, en sont toutes des exemples. L'utilisation de fiches évaluant les produits de consommation en fonction de leur impact sur l'environnement est une autre approche semblable. L'Outil d'évaluation environnementale des produits électroniques (Electronic Product Environmental Assessment Tool – EPEAT)<sup>6</sup> fournit une liste exhaustive des marques et modèles d'équipements informatiques qui utilisent moins d'intrants toxiques, entre autres critères environnementaux. Il identifie les ordinateurs, les écrans, le matériel de traitement de l'image et les téléviseurs qui présentent des caractéristiques préférables pour l'environnement, y compris l'absence stricte de composants dangereux notables dans leur fabrication. Les consommateurs sont ainsi facilement et correctement informés de manière à pouvoir faire des choix permettant d'éviter la production de déchets dangereux.
- b) Fourniture d'informations et de conseils techniques aux entreprises :
- i) La fourniture d'informations et de conseils techniques aux entreprises peut parfois suffire pour que soient mis en place des technologies de prévention et des procédés de gestion des déchets. Par exemple, dans le cadre d'un programme de production plus propre en Thaïlande, certaines universités ont envoyé des étudiants comme stagiaires chez des producteurs afin d'évaluer la manière de réduire la quantité de ressources utilisées, l'énergie consommée et les déchets produits, et de faire des recommandations. Il s'agit d'un programme éducatif pour les étudiants qui permet aussi en même temps de mieux sensibiliser les producteurs. Il est souvent le cas que la prévention des déchets conduit à une meilleure rentabilité et à une réduction des coûts d'élimination. Une partie de la sensibilisation consiste alors à expliquer le rendement des investissements dans la modification des procédés et des produits. Un travail considérable a déjà été effectué en ce qui concerne l'examen des procédés industriels en vue de déterminer leur potentiel de prévention des déchets. Ces efforts sont souvent caractérisés comme une « production propre ou plus propre ».

## B. Stratégie de motivation

15. Les stratégies de motivation visent à prévoir des incitations propres à induire des changements en faveur de la prévention des déchets. Il peut s'agir de mesures « dures » telles que les incitations financières prévues par la législation ou de mesures « douces » qui n'exigent pas l'adoption de lois.

16. Une incitation dure consiste à exiger l'internalisation des coûts en invoquant *le principe du pollueur-payeur*. Les coûts environnementaux des déchets produits sont ainsi mis préalablement à la charge du producteur de déchets. Le fait de veiller à ce que tous les coûts de la gestion écologiquement rationnelle des déchets soient internalisés dans le prix d'un produit constitue une incitation à réduire la quantité de déchets produite et leurs caractéristiques de danger.

<sup>6</sup> De plus amples informations sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : [www.epeat.net](http://www.epeat.net).

17. *La responsabilité élargie du producteur* est un instrument politique qui oblige les producteurs à assumer la responsabilité financière des produits qui sont devenus des déchets, ce qui les incite à réduire les responsabilités et les coûts environnementaux. La responsabilité élargie du producteur peut également être reflétée dans la législation nationale ou régionale. De même, le paiement d'acomptes remboursables ou de consignes visant à assurer un réemploi prolongé des produits ou des emballages est un mécanisme bien connu permettant de prévenir la production de déchets.

18. La longévité et la prévention stricte des produits peuvent être améliorées grâce à la *location de produits* de préférence à leur vente. Les entreprises qui louent des produits au lieu de les vendre sont davantage incitées à en prolonger la durée de vie et à réduire les responsabilités environnementales car elles en demeurent propriétaires et les coûts au stade de déchets restent à leur charge. Par exemple, une entreprise qui loue des tapis à un bureau ou un particulier sera plus susceptible de faire en sorte que les tapis durent le plus longtemps possible et utilisent moins d'entrants toxiques pour lui permettre de les recycler ou les éliminer plus facilement.

19. Des incitations financières peuvent également être créées en augmentant les impôts sur les produits créant plus de déchets ou en réduisant les impôts sur les produits plus propres. Par exemple, *les mesures d'incitation fiscale* visant à encourager l'achat et l'installation de technologies d'énergie renouvelable qui réduisent la consommation d'énergie et la production de déchets sont un exemple de ces stratégies de motivation. L'incitation financière subventionne les coûts initiaux et évite à terme la production de déchets à la source en réduisant la demande de sources d'énergie traditionnelles à forte consommation en combustibles fossiles. Les incitations financières se présentant sous la forme de *remises en espèces* se sont également révélées efficaces lorsqu'elles ont été offertes aux clients qui achetaient des produits répondant à des objectifs spécifiques de respect d'exigences environnementales.

20. Là encore, la transformation d'un établissement ou d'une installation en une unité de production plus propre recèle un fort potentiel d'augmentation des bénéfices, rendant les investissements intéressants à plus long terme.

21. Enfin, les incitations peuvent être non financières, comme *l'attribution de prix ou la reconnaissance* des personnes individuelles ou des entreprises faisant preuve de bonnes performances. Ces personnes et entreprises en retirent une visibilité sociale positive et une réputation améliorée qui les encouragent à continuer dans cette voie et en incitent d'autres à suivre le mouvement.

## C. Stratégie législative

22. Les stratégies réglementaires, qui légifèrent directement contre la production de déchets et de risques, forment souvent une partie essentielle de toute stratégie globale de prévention des déchets. Elles peuvent prendre de nombreuses formes différentes et interdire, entre autres, l'utilisation de matières dangereuses dans la fabrication (prévention stricte) et imposer également des limites quant au volume de déchets qu'il est permis de produire (réduction à la source) ou des interdictions de mise en décharge. L'industrie étant principalement responsable des décisions en matière de conception et de fabrication qui influent sur tous les autres stades du cycle de vie d'un produit, c'est souvent elle qui est ciblée par les stratégies réglementaires. Mais ces dernières peuvent également exiger que les consommateurs adoptent des méthodes d'élimination qui créent moins de déchets et sont moins dangereuses, par exemple par l'interdiction de mettre en décharge des produits ménagers dangereux. Ces interdictions peuvent encourager la prévention des déchets.

23. Les exigences en matière de conception durable, les initiatives de responsabilisation des producteurs, les contrôles environnementaux exercés à travers l'octroi de permis et l'obligation de reprise sont tous des exemples de stratégies réglementaires.

24. D'autres dispositions réglementaires ont été adoptées afin de limiter l'emploi de substances dangereuses dans les nouveaux produits ou le volume de déchets produits, telles que celles qui fixent des objectifs d'émission pour la production d'énergie. Un exemple bien connu de ce type de disposition est la directive de l'Union européenne sur la restriction de l'utilisation de certaines substances dangereuses (RoHS)<sup>7</sup> qui a pour objet de veiller à ce que les produits électroniques vendus sur le marché européen contiennent moins de substances dangereuses. La directive de l'UE qui établit un cadre permettant de fixer des exigences en matière d'écoconception pour les produits liés à

---

<sup>7</sup> Directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32011L0065>.

l'énergie<sup>8</sup> en est un autre exemple. Ces restrictions, limites et exigences favorisent l'emploi de solutions de remplacement propres et la prévention des déchets par le biais d'une prévention stricte dans le premier cas et d'une réduction à la source dans le deuxième.

## **D. Promotion de l'innovation**

25. Favoriser, financer et récompenser l'innovation en matière de prévention des déchets constitue un élément essentiel de toute stratégie globale de prévention des déchets. Les instituts de recherche, les universités, ainsi que les acteurs industriels eux-mêmes, sont souvent le berceau de nouvelles technologies, de projets politiques créatifs et de transitions sociales novatrices et doivent être encouragés.

## **IV. Mesures et outils**

26. Les mesures et outils visant à favoriser la prévention des déchets sont principalement instaurés au niveau gouvernemental (gouvernements, agences, municipalités, etc.). Ils conduisent dans l'idéal à la mise en œuvre d'actions concrètes par les entreprises et les particuliers au niveau de la production des déchets afin d'éviter la création de déchets à la source.

27. Parmi les exemples de mesures et d'outils figurent les suivants :

- a) Mesures et outils politiques (pour les gouvernements) :
  - i) Élaboration d'un plan global de prévention des déchets par les autorités, y compris des mesures d'éducation, d'incitation et de réglementation, ainsi que des mesures propres à favoriser l'innovation ;
  - ii) Création d'une campagne de sensibilisation du public et des entreprises aux méthodes de prévention des déchets ;
  - iii) Élaboration et application de systèmes d'indicateurs pour comparer et évaluer les progrès accomplis en matière de prévention des déchets ;
  - iv) Identification d'exigences d'écoconception ou de performance environnementale spécifiques au produit ayant trait à la conception de produits permettant de prévenir la production de déchets ;
  - v) Exigence d'une forme quelconque de responsabilisation du producteur en matière de gestion des déchets ;
  - vi) Exigences juridiquement contraignantes en matière d'écoconception ou de performance environnementale ;
  - vii) Création d'une législation limitant l'utilisation de substances dangereuses (par exemple la directive RoHS de l'U.E. mentionnée au paragraphe 24 ci-dessus) ;
  - viii) Interdiction des emballages ou produits à usage unique ou non recyclables le cas échéant ;
  - ix) Adaptation des aides à la mise en œuvre et des outils d'orientation pour les installations soumises à un régime de licence en cohérence avec les meilleures techniques disponibles en matière de prévention des déchets ;
  - x) Exigence de mise en œuvre d'obligations de prévention des déchets dans les nouveaux locaux et installations privés ou publics ;
  - xi) Réduction des subventions contreproductives ;
  - xii) Programmes et mesures de soutien pour la mise en œuvre de concepts et de technologies de prévention des déchets ;
  - xiii) Impôts sur les produits produisant de grandes quantités de déchets ;
  - xiv) Prise en considération des aspects de prévention des déchets dans les marchés publics ;

---

<sup>8</sup> Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie, consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32009L0125>.

- xv) Prescription d'un étiquetage écologique ;
- b) Mesures et outils volontaires (pour les consommateurs et le secteur privé) :
  - i) Recherche sur les technologies et concepts d'utilisation permettant une prévention des déchets pour les ménages ou les entreprises ;
  - ii) Examen/modifications de procédés industriels et ménagers ;
  - iii) Forums de partage d'informations sur la conception durable et les méthodes de production propre ;
  - iv) Accords industriels et coopération en matière de normalisation en vue d'appuyer la prévention des déchets ;
  - v) Accords entre l'industrie/le commerce et les bureaux gouvernementaux sur la prévention des déchets ;
  - vi) Élargissement des systèmes existants de management environnemental pour inclure les stratégies et les méthodes de prévention des déchets ainsi que la communication d'informations s'y rapportant ;
  - vii) Réparer soi-même son matériel lorsqu'il ne marche plus ;
- c) Mesures et outils généraux (gouvernement ou secteur privé) :
  - i) Promotion de systèmes de location de produits ou de services ;
  - ii) Promotion de la production plus propre / prévention des déchets et éducation à ces questions ;
  - iii) Introduction pratique et mise en œuvre des concepts de prévention et de gestion des déchets dans les établissements scolaires ;
  - iv) Élaboration de campagnes de prévention des déchets à l'intention de tous les ménages, institutions et entreprises ;
  - v) Modification de l'approvisionnement et de la consommation en vue de l'achat de produits plus écologiques, moins toxiques et produisant moins de déchets ;
  - vi) Incitation à réutiliser les produits ou à les utiliser plusieurs fois (marchandises d'occasion) ;
  - vii) Soutien aux réseaux de réparation (« repair cafés », centres de réutilisation, etc.) ou aux entreprises de réparation ;
  - viii) Élaboration de normes de qualité et de manuels de réutilisation et de réparation ;
  - ix) Organisation de manifestations plus propres (par exemple dans le domaine des sports ou de la musique).

## V. Défis à relever

28. La prévention des déchets à la source représente un changement de paradigme. Cela exige une nouvelle façon de penser, différente de la mentalité très répandue qui consiste à « acheter, utiliser et mettre au rebut » et que notre société a encouragée. Changer les comportements peut demander du temps. Il est toujours difficile de renoncer aux idées traditionnelles et cela est particulièrement vrai lorsque notre marché récompense souvent plus ceux qui consomment et produisent des déchets que ceux qui les réduisent. La consommation est pour beaucoup une source de bénéfices. La résistance au changement ou à la réduction de la consommation provient souvent de la crainte que l'économie ne stagne si la consommation et la production de déchets est réduite au minimum.

29. *Les modes de production et de consommation* mettent du temps à s'établir et exigent la création de nouvelles entreprises qui chercheront à tirer des bénéfices de la prévention des déchets ainsi que des avantages et des gains d'efficacité qu'elle offre. Il se peut que les entreprises ne reconnaissent pas initialement les avantages potentiels que peut présenter une production plus propre. Actuellement, les entreprises qui font l'effort d'améliorer leur performance risquent souvent d'être pénalisées par des conditions de concurrence inéquitables par rapport aux entreprises qui n'internalisent pas certains coûts ou qui travaillent de manière informelle.

30. *Le manque d'information* et d'éducation est dans de nombreux cas la raison fondamentale pour laquelle les ressources ne sont pas mieux utilisées et la prévention des déchets ou une production plus propre ne sont pas mises en œuvre. Le changement nécessaire n'est pas tant freiné par un manque de savoir-faire que par un manque de sensibilisation. Il est essentiel d'encourager la diffusion d'informations sur les procédés de production, les produits ou les services qui vont véritablement dans le sens de la prévention des déchets.

31. *Les restrictions législatives, liées au territoire ou à la compétence*, limitent dans de nombreux cas les possibilités d'intervention des pouvoirs publics dans les décisions relatives à la production ou à la consommation, telles que celles concernant la conception durable. Les entreprises peuvent également être dissuadées de montrer de manière transparente les impacts qu'elles ont sur l'environnement et de prendre les mesures voulues pour y remédier de crainte d'être pénalisées par les autorités. L'apport d'une aide à ces entreprises plutôt que l'imposition de sanctions pourrait engendrer une meilleure performance et, à terme, la prévention des déchets.

32. *Des obstacles bureaucratiques* peuvent souvent se dresser lorsque les ministères ou les secteurs industriels travaillant sur les déchets élaborent leurs politiques indépendamment de ceux qui travaillent sur l'éco-conception. Cela crée une disparité fondamentale et empêche tout mécanisme d'information en retour quant aux considérations relatives à la conception et à l'élaboration de politiques.

33. *Les effets de rebond* sont un problème général associé aux mesures environnementales. Une mesure visant à prévenir la production d'un certain flux de déchets peut très bien provoquer d'autres flux de déchets ayant des effets néfastes ou connexes pour l'environnement. Une préparation minutieuse et une connaissance approfondie de tous les aspects de chaque mesure ou initiative minimise le risque d'effets de rebond.

34. *Mesurer le succès* peut être difficile, mais il est utile et souvent nécessaire d'avoir recours à des indicateurs quantitatifs pour mesurer les effets des mesures et des efforts de prévention des déchets afin de veiller à ce qu'ils continuent d'être soutenus. Ces indicateurs sont également nécessaires pour formuler des objectifs quantitatifs. Il existe de nombreux outils et approches, élaborés par des pays, des régions, des ONG et le secteur privé, qui pourraient s'avérer utiles pour d'autres pays et parties prenantes souhaitant mettre en place des indicateurs de mesure et des objectifs pour la prévention des déchets.

## VI. Informations/références complémentaires

35. La présente section ne vise pas à être exhaustive, mais plutôt à fournir au lecteur des références initiales qui lui permettront d'entamer sa découverte des stratégies de prévention des déchets :

- a) Publications :
  - i) Bureau européen de l'environnement (BEE) : Mise en place d'un programme efficace de prévention des déchets  
<http://eeb.org/work-areas/resource-efficiency/waste-recycling/>
  - ii) BEE : Pratiques internationales de prévention et de réduction des déchets  
<http://www.eeb.org/>
  - iii) UE : Manuel sur la prévention des déchets  
[http://ec.europa.eu/environment/waste/prevention/pdf/Waste%20Prevention\\_Handbook.pdf](http://ec.europa.eu/environment/waste/prevention/pdf/Waste%20Prevention_Handbook.pdf)
  - iv) UE : Directives sur la prévention des déchets  
<http://ec.europa.eu/environment/waste/prevention/guidelines.htm>
  - v) UE : Fiches sur les meilleures pratiques en matière de prévention des déchets  
<http://ec.europa.eu/environment/waste/prevention/practices.htm>
  - vi) UE : Faire avancer l'utilisation durable des ressources : une stratégie thématique sur la prévention et le recyclage des déchets  
<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52005DC0666>
  - vii) Allemagne : Programme de prévention des déchets  
[http://www.bmub.bund.de/fileadmin/Daten\\_BMU/Pool/Broschueren/abfallvermeidungsprogramm\\_en\\_bf.pdf](http://www.bmub.bund.de/fileadmin/Daten_BMU/Pool/Broschueren/abfallvermeidungsprogramm_en_bf.pdf)

- viii) OCDE : Manuel de référence sur la prévention stratégique des déchets  
[http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?doclang=ge=en&cote=env/epoc/ppc\(2000\)5/final](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?doclang=ge=en&cote=env/epoc/ppc(2000)5/final)
- ix) OCDE : Vers des indicateurs de performance en matière de prévention des déchets  
<https://www.oecd.org/env/waste/1954291.pdf>
- x) R.-U. : En matière de déchets mieux vaut prévenir que guérir  
[https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/265022/pb14091-waste-prevention-20131211.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/265022/pb14091-waste-prevention-20131211.pdf)
- xi) R.-U. : Établir les éléments probants d'un changement de comportement pour éclairer la prévention et le recyclage des déchets au niveau local  
[http://www.brooklyndhurst.co.uk/establishing-the-behaviour-change-evidence-base-to-inform-community-based-waste-prevention--recycling-\\_60.html](http://www.brooklyndhurst.co.uk/establishing-the-behaviour-change-evidence-base-to-inform-community-based-waste-prevention--recycling-_60.html)
- xii) UNIDO Boîte à outils CP  
<http://www.unido.org/resources/publications/safeguarding-the-environment/industrial-energy-efficiency/cp-toolkit-english.html>
- xiii) États-Unis : Manuel sur le potentiel d'un programme de réduction à la source  
<http://infohouse.p2ric.org/ref/05/04278.pdf>
- xiv) Waste & Resources Action Programme (WRAP) Boîte à outils pour la prévention des déchets ménagers  
<http://www.wrap.org.uk/>
- b) Liens :
  - i) Agence européenne pour l'environnement  
<http://www.eea.europa.eu/>
  - ii) Centre thématique européen sur la consommation et la production durables  
<http://scp.eionet.europa.eu/>
  - iii) Conseil californien de la gestion intégrée des déchets, Waste Prevention World  
<http://www.calrecycle.ca.gov/ReduceWaste/>